

# Diagnostic de territoire En Bocage Bressuirais « Genre et Sexualité en Milieu rural »



Action menée par une équipe de jeunes du MRJC Deux-Sèvres  
Dans le cadre du projet « Genre et Sexualités en Milieu Rural » porté par le MRJC

-Février 2022-

# Edito

Au départ, plusieurs jeunes de la section MRJC des Deux-Sèvres se questionnent sur la place que nous laissons au sujet « genre et sexualité » dans notre société ainsi que dans nos territoires ruraux :

- Pourquoi cette thématique « genre et sexualité » est compliquée à aborder et parfois taboue dans notre société ?
- Que pensent les jeunes et les habitant·e·s de notre territoire sur ces sujets ?
- Pourquoi des jeunes se sentent discriminés concernant leurs orientations sexuelles ?
- Quelles actions pourrait-on proposer à ces sujets ?

Puis, un constat est fait : celui qu'il n'existe sur le territoire du Bocage Bressuirais, ainsi que dans les territoires alentours de la Gâtine et du Pays Thouarsais, aucune association ni espace dédié aux personnes LGBT et très peu autour du genre et des sexualités de manière générale. A travers différentes actions menées durant l'année 2019-2020 (Assemblée libre des jeunes, divers débats), les membres de notre association ainsi que les jeunes participant à nos actions ont pu nous partager les difficultés rencontrées autour de ces thématiques. Nous avons donc identifié un manque de sensibilisation, d'accompagnement et d'écoute autour de ces questions chez les jeunes de notre territoire.

Nous avons donc décidé de réaliser un diagnostic sur le territoire du Bocage Bressuirais autour des « genre et sexualité en milieu rural ». Ce projet n'est pas une fin en soi, il est pour nous un moyen d'ouvrir le dialogue sur ces sujets tout en observant le monde qui nous entoure pour nous permettre ensuite de proposer à notre échelle des espaces de paroles, d'écoutes et des actions répondant aux besoins identifiés. Nous voulons également transformer la parole ainsi recueillie en un plaidoyer pour interpeller les structures partenaires ainsi que les politiques locales sur la nécessité d'une meilleure prise en compte des besoins des jeunes à ces sujets.

Ce document présente donc les résultats du diagnostic réalisé au cours de l'année 2021 et les recommandations que nous en tirons.

## *Note sur l'usage de l'écriture inclusive*

En français dit « classique », le neutre est souvent représenté par le genre masculin. Cela ne permet pas de représenter les femmes et les personnes non-binaires dans le discours. Or, les travaux de recherche sur la ruralité s'intéressant déjà assez peu à ces genres, dans notre document au sujet du genre en milieu rural traitant d'identité, d'égalité et de discriminations, il nous semblait primordial de les rendre visibles.

Dans un souci d'égalité et d'inclusion, nous avons donc choisi d'utiliser l'écriture inclusive, comme c'est d'ailleurs le cas dans la plupart des documents publiés par le MRJC. Plusieurs possibilités existent : utilisation du mot féminin puis masculin, utilisation de points médians ou autres signes typographiques permettant de séparer deux accords, utilisation de parenthèses pour les accords féminins, utilisation de mots épiciens, utilisation de néo-accords et néo-pronoms. Ces solutions présentent toutes des avantages et inconvénients dans la fluidité de la lecture, l'accessibilité et dans la visibilité des genres. L'utilisation de mots épiciens et du point médian reste la meilleure solution que nous ayons trouvée et il s'agit de celle la plus répandue dans la communauté francophone.

# Remerciements

*Nous remercions tout d'abord l'ensemble des répondant·e·s à l'enquête et les jeunes ayant accepté de participer aux entretiens. Merci M., C., C., M., G., E., P., pour la confiance accordée et les témoignages précieux.*

*Nous souhaitons exprimer notre reconnaissance envers les partenaires, notamment les structures de jeunesse et établissements scolaires, ainsi qu'à toutes les personnes ayant relayé l'enquête auprès des jeunes du territoire.*

*Pour leurs précieux conseils, les réflexions qu'il·elle·s ont permis de faire naître ou de nourrir, nous remercions l'ensemble des intervenant·e·s et formateur·ice·s qui ont pris part aux ateliers organisés par le MRJC dans le cadre du projet « Genre et sexualités en milieu rural ». Nous souhaitons en particulier adresser notre reconnaissance à Juliette et Samia de l'association Lallab, Stéphane du centre LGBTI de l'Anjou, Noella @nos alliés les hommes et Clément Reversé.*

*Nous remercions François Morlet pour l'accompagnement et les conseils dont nous avons pu bénéficier pour mener ce diagnostic.*

*Nous tenions également à remercier tout particulièrement les permanent·e·s MRJC nationaux pour le suivi global du dossier et sans qui ce projet n'aurait pas pu voir le jour.*

*Enfin, la réalisation de ce diagnostic de territoire n'aurait pas été possible sans le soutien financier ou matériel de :*



# Table des matières

Edito .....	2
<i>Note sur l'usage de l'écriture inclusive</i> .....	2
Remerciements .....	3
Table des matières .....	4
Le Contexte .....	5
Le MRJC : Qui sommes-nous ? .....	5
Notre territoire : Zoom sur le Bocage Bressuirais .....	6
Un territoire rural industriel et agricole .....	6
Un territoire identifié comme vulnérable .....	7
La population cible : les jeunes de 14-30 ans en Bocage Bressuirais .....	8
Les lieux ressources « Genre et sexualité » sur le territoire .....	9
Les espaces dédiés à la jeunesse .....	9
Les espaces de santé sexuelle .....	10
Les associations féministes et LGBTQIA+ .....	10
L'enquête .....	12
La démarche .....	12
Libérer la parole et expérimenter .....	12
Le processus d'élaboration de l'enquête .....	12
Contexte de diffusion de l'enquête et sélection pour les entretiens .....	14
Les résultats de l'enquête .....	15
Les identités : dresser une fresque des identités des jeunes du Bocage Bressuirais .....	15
Les sources, espaces d'informations et de prévention .....	23
Les pressions sociales autour de la sexualité vécues par les jeunes .....	31
L'expérience des discriminations .....	36
Les résultats en bref .....	42
Les suites : préconisations et actions envisagées .....	44
Ce que nous souhaitons mettre en place en tant que MRJC .....	44
Ce que nous aimerions qu'il soit mis en place sur le territoire .....	45
Glossaire .....	47
Bibliographie .....	49

# Le Contexte

## Le MRJC : Qui sommes-nous ?

Ce projet de diagnostic de territoire en Bocage Bressuirais « Genre et Sexualité en Milieu Rural » est porté par une équipe de cinq jeunes de la section Deux-Sèvres du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne.

Le MRJC est une association qui œuvre pour l'animation et la valorisation des territoires ruraux. Elle propose aux jeunes ruraux·ales de se réunir en équipe à l'échelle d'une ou plusieurs communes afin d'agir ensemble sur leur lieu de vie. Les actions passent ainsi par des fêtes de village, des échanges internationaux, de l'accompagnement à l'installation agricole, des festivals... Le MRJC organise également tout au long de l'année des séjours éducatifs, des formations à l'animation pour expérimenter l'autonomie et la vie en groupe. Il propose aussi des formations et espaces d'échanges sur différents sujets de société (égalité, culture en milieu rural, laïcité...). Entièrement géré et animé par des jeunes de 13 à 30 ans, le MRJC constitue une expérience d'engagement et de citoyenneté. En permettant aux jeunes d'être acteur·trice·s de l'association et des projets mis en place, le MRJC est un outil d'émancipation et de transformation de la société<sup>1</sup>.

Depuis 2019, Le MRJC est engagé dans le projet « Genre et sexualités en milieu rural ». Plusieurs raisons ont motivé l'ouverture de ce dossier au niveau national. En tant que mouvement d'éducation Populaire, nous souhaitons soutenir l'affirmation de soi, libérer la parole, faciliter l'entraide et la socialisation. En tant que mouvement de jeunes, nous voulons proposer des espaces de formation et de compréhension des enjeux liés à la diversité sexuelle et de genre afin de favoriser le vivre ensemble et l'épanouissement de chacun·e. En tant que mouvement rural, nous souhaitons contribuer à créer des espaces ruraux ouverts et accueillants. En tant que mouvement d'action catholique et mouvement d'Eglise nous voulons permettre de prendre le temps de se questionner sur le sens de nos actes et actions. Dans les différents territoires sur lesquels le projet s'est implanté ou essaimé, il prend différentes formes : diagnostics de territoire, débats, recueil de témoignage, campagnes de communication, rencontres nationales, espaces de formations et de d'échanges, week-ends de sensibilisation et de découverte, réalisation de projets pédagogiques, création de modules de formation et de sensibilisation.

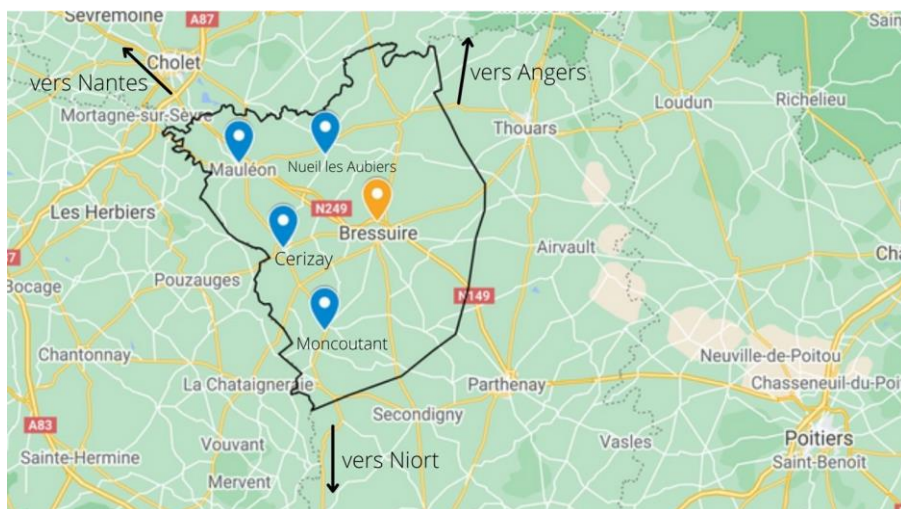
Dans les Deux-Sèvres, le projet s'est principalement concentré sur les années 2020-2021 et se poursuit en 2022. En 2020-2021, nous avons réalisé un diagnostic de territoire comprenant une enquête avec un questionnaire en ligne et des entretiens semi-directifs auprès de jeunes âgés de 14 à 30 ans résidant sur le territoire, l'organisation un week-end de formation et de réflexion autour des questions « être allié·e des luttes féministes, LGBT et anti-racistes » ainsi qu'une dynamique de débats « genre et sexualité en milieu rural » avec une première après-midi début 2020, reprise fin 2021 lors d'une soirée. En 2022, il s'agit de la phase de rédaction du diagnostic, la formulation de nos recommandations et de leur restitution. Cette année, est également prévue plus riche en actions avec la programmation de soirée débat plus régulières, d'une conférence et d'un ciné-débat.

---

<sup>1</sup> Site internet du MRJC <https://www.mrjc.org/mrjc/>

## Notre territoire : Zoom sur le Bocage Bressuirais

Le Bocage Bressuirais est une région naturelle de France, située dans la région Nouvelle Aquitaine, au nord-ouest du département des Deux Sèvres. En 2018, le territoire comptait un peu moins de 74000 habitants<sup>2</sup>. Ce territoire a pour particularité de voir sa population augmenter au cours des dernières décennies.



Le Bocage Bressuirais correspond également à un EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale) : « l'agglomération », qui compte 33 communes pour une superficie de 1378,76 km<sup>2</sup>. Ce territoire est organisé autour d'une ville centrale : Bressuire et de plusieurs petits pôles urbains : Mauléon, Cerizay, Moncoutant-sur-Sèvre et Nueil-les-Aubiers.

Il s'agit d'un territoire rural, situé en périphérie des grandes agglomérations de la région Nouvelle Aquitaine (Poitiers, Niort, La Rochelle) et à l'écart des infrastructures. Il se situe à proximité de la région Pays de la Loire (Cholet, Nantes et Angers). Il a d'ailleurs été observé que 56 % des flux domicile-travail sortants sont dirigés vers la Région Pays de la Loire<sup>3</sup>.

### Un territoire rural industriel et agricole

La ruralité caractérise ce territoire avec la présence d'usines « à la campagne », le poids de l'agriculture et de l'industrie y étant prégnants. Selon la géographe Marjolaine Gros-Balthazard, le Bocage Bressuirais est un territoire « néo-industriel », c'est-à-dire qu'il n'était pas parmi les plus industriels en 1975 mais l'était en 2012 en termes d'emploi<sup>4</sup>. Elle montre que le maintien de l'emploi industriel y est largement endogène, lié à la présence d'un tissu local d'entreprises qui parviennent à réemployer les salariés faiblement qualifiés lors de la fermeture d'un site. En effet, on y compte un réseau de 5700 PME dans divers domaines d'activité : agro-alimentaire, construction, mobilier,

<sup>2</sup> Selon le rapport de l'Insee, séries historiques du RP, exploitation principale, 2018.

<sup>3</sup> Selon le site de la région Nouvelle Aquitaine, <https://territoires.nouvelle-aquitaine.fr/les-territoires/bocage-bressuirais-0>

<sup>4</sup> Marjolaine Gros-Balthazard, « À la découverte des territoires néo-industriels français », *Géococonfluences*, décembre 2019.

automobile qui cohabitent avec un réseau dense de TPE (très petites entreprises)<sup>5</sup>. La proportion d'ouvriers est 1,5 fois plus importante dans le Bocage Bressuirais que dans la population générale française et il s'agit de l'un des 5 bassins les plus industriels de la région Nouvelle Aquitaine en prenant en compte l'emploi généré par ce secteur.

Le territoire compte également trois fois plus d'agriculteur-ices que dans la population française<sup>6</sup>. En effet, parmi les 15 ans et plus, 3 % de la population est agriculteur.ice exploitant contre 0,8 % dans la population française globale.

Chez les actif-ve-s, les femmes appartiennent majoritairement à la catégorie des employées et les hommes sont majoritaires chez les ouvriers et les agriculteurs.

Sur les communes de Cerizay, Bressuire et Nueil-Les-Aubiers, on observe une part importante de populations issues de l'immigration<sup>7</sup>. Ces populations occupent majoritairement des emplois ouvriers précaires. Cette situation génère des problématiques d'insertion professionnelles et de logements.

### Un territoire identifié comme vulnérable

Selon les critères de vulnérabilité définis par la région Nouvelle Aquitaine dans sa politique de soutien financier, le Bocage Bressuirais est qualifié de « territoire plus vulnérable » (il s'agit du niveau de vulnérabilité le plus élevé) et ce dans les quatre critères (le revenu des ménages, l'emploi et le marché du travail, le niveau de formation de la population, la démographie et l'accessibilité aux services de la vie courante) en comparaison avec les autres communautés d'agglomération de la région. Ainsi, ce territoire bénéficie du soutien de la région pour plusieurs projets afin de redynamiser et rendre plus attractif ce territoire. Les politiques jeunesse y ont été appuyées notamment par la région ainsi que par un PIA (programme d'investissement d'avenir) dont l'association BOGAJE (Bocage Gâtine Jeunesse) a été lauréate afin d'entretenir le dynamisme et l'attractivité du territoire.

Malgré des politiques en faveur du développement durable et le développement de modes de transports collectifs (réseau de bus Tréma à l'échelle de l'agglomération, réseau de bus et trains régionaux avec un pôle multimodal à la gare de Bressuire), le « mode routier » est largement prédominant sur le territoire du Bocage Bressuirais. En matière de déplacements domicile-travail, c'est presque 85% des actif-ve-s qui utilisent une voiture. Cela s'explique notamment par le fait que certaines communes restent très largement isolées, en particulier pour les plus jeunes habitants qui ne possèdent pas de voiture. Cela crée des difficultés pour rejoindre des jeunes quels que soient les types d'actions et d'acteurs qui les proposent. En effet, malgré quelques dispositifs mis en place, l'utilisation de deux-roues ou de vélo et trottinettes, les jeunes sont peu mobiles lorsque l'on prend en compte l'étendue du territoire. Ils dépendent de leurs parents ou des transports en commun quasi inexistant mis à part les transports scolaires dans les zones les plus rurales. Il s'agit de l'une des problématiques les plus importantes vis à vis de ce public sur le territoire.

---

<sup>5</sup> Selon le site de la région Nouvelle Aquitaine, <https://territoires.nouvelle-aquitaine.fr/les-territoires/bocage-bressuirais-0>

<sup>6</sup> Selon le rapport de l'Insee, RP2018 exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2021.

<sup>7</sup> Selon le site de la région Nouvelle Aquitaine, <https://territoires.nouvelle-aquitaine.fr/les-territoires/bocage-bressuirais-0>



## La population cible : les jeunes de 14-30 ans en Bocage Bressuirais

Selon L'INSEE, en 2018, les 15-29 ans représentaient 10 505 personnes, soit 14,2% de la population du territoire (contre 17,5% en moyenne en France)<sup>8</sup>. Cette population se divise en 5 432 hommes pour 5 074 femmes, avec 2 854 personnes âgés de 15-17 ans, 4 264 personnes âgés de 18-24 ans et 3 388 personnes âgées de 25-29 ans.

Chez les 15-24 ans, 53% sont sans activité professionnelle (dont les élèves et étudiants), 24,4% sont ouvriers et 12,6% sont employés. Chez les 15-17 ans, 95,9 % sont scolarisés, 33,4% chez les 18-24 ans et 2,3% chez les 25-30 ans.

Le faible taux de scolarisation des + de 18 ans s'explique par la faible proposition de formations post bac, les jeunes souhaitant poursuivre des études plus longues quittent pour la plupart le territoire. En effet, le Bocage Bressuirais compte 10 collèges avec des classes de la 6ème à la 3ème (2 à Bressuire, 2 à Argentonay, 2 à Moncoutant, 2 à Cerizay, 1 à Mauléon, 1 à Nueil-les-Aubiers), 3 lycées généraux et professionnels (2 à Bressuire et 1 à Mauléon du CAP au BTS), 1 lycée agricole (Bressuire du CAP à la licence pro), 5 MFR (Moncoutant, Mauléon, Argentonay et 2 à Bressuire de la 4ème au BTS). Ainsi, les cursus post-bac sur le territoire se limitent à des formations offrant un diplôme bac+2 à bac+3, dans un nombre limité de filières (agricole, gestion et comptabilité, services, commerce et informatique).

Ces 10 dernières années, deux enquêtes se sont intéressées aux jeunes du Bocage Bressuirais. Elles ont été réalisées par Jeudevi, dans le cadre de l'Observatoire de la jeunesse permettant de définir des axes pour les politiques jeunesse sur le territoire<sup>9</sup>. Une première enquête est réalisée en 2013 et la seconde en 2021.

---

<sup>8</sup> Insee, RP2008, RP2013 et RP2018, exploitations principales, géographie au 01/01/2021.

<sup>9</sup> « Un projet de territoire jeunesse en bocage bressuirais », Jeudevi, mai 2013.



# Les lieux ressources « Genre et sexualité » sur le territoire

Dans notre démarche de diagnostic, un des axes que nous avons retenus est d'identifier des problématiques qu'entraînent les inégalités d'accès aux services de prévention et d'informations et à la rareté des dispositifs pour lutter contre les violences et les discriminations liées à l'identité de genre et à l'orientation sexuelle chez les jeunes du territoire, ainsi que connaître les attentes et les besoins des jeunes sur ces sujets. Pour cela, nous avons commencé par lister les quelques lieux ressources qui ont été identifiés sur le territoire et dans les territoires voisins. Comme nous le verrons par la suite dans les résultats de notre enquête, ces lieux ne bénéficient pas tous de la même visibilité entraînant parfois une méconnaissance de la part du public interrogé et donc une inégalité dans leur taux d'utilisation.

## Les espaces dédiés à la jeunesse

A Bressuire, deux espaces sont consacrés aux jeunes et constituent des lieux d'information non spécialisés au sujet du genre et de la sexualité.

- **La cité de la jeunesse et des métiers.** Elle regroupe depuis son ouverture au public le 1<sup>er</sup> septembre 2021 en un même lieu : Maison de l'emploi, Mission locale, Bureau d'Information Jeunesse favorisant la concertation et une plus grande transversalité entre les différentes structures et dispositifs d'accompagnement des jeunes<sup>10</sup>. Ce lieu s'adresse aux 11-30 ans et à leurs encadrants (parents et professionnels). Ce lieu se veut être accessible pour tou-te-s, gratuitement, sans condition et sans rendez-vous (hors période de restriction sanitaire). Un espace documentaire permet de trouver des ressources notamment au sujet de la santé avec quelques ressources de prévention autour de la sexualité. Ce lieu est également pensé comme central au cœur d'un maillage du territoire avec un réseau de Référents Jeunesse au sein d'antennes locales qui sont des professionnels auxquels les jeunes peuvent s'adresser sur les sujets du genre et de la sexualité et qui peuvent les réorienter vers d'autres professionnels si besoin. Le MRJC est un acteur partenaire impliqué dans le réseau des référents jeunesse.

Ce lieu est plutôt bien identifié par les jeunes au vu de la fréquentation quotidienne élevée entre septembre et décembre 2021. Cependant, son ouverture récente et la cohabitation de divers services ne permet pas encore de mesurer le réel impact de ce lieu pour le sujet qui nous intéresse au moment de la rédaction du diagnostic.

- **La maison des Adolescents à l'Agora-MDA à Bocapole.** Centre de prévention et de planification familiale confidentiel et gratuit, ouvert aux 11-25 ans et à leur famille avec des permanences de professionnels de santé et social (lieu d'accueil, d'écoute, de consultation, de prévention, d'accompagnement) : une assistante sociale, une conseillère conjugale et familiale, une éducatrice spécialisée, une infirmière, une psychologue ou encore une sage-femme<sup>11</sup>.

---

<sup>10</sup> Site internet de l'Agglo2B, <https://www.agglo2b.fr/12-social/jeunesse/964-cite-de-la-jeunesse-des-metiers>

<sup>11</sup> Site internet du département des Deux-Sèvres, <https://www.deux-sevres.fr/nos-missions/lenfance-et-la-famille/la-maison-de-ladolecence-ecoute-et-information-pour-les-jeunes>

Ce lieu est relativement bien connu et identifié mais il est excentré par rapport aux établissements scolaires ce qui rend la venue des jeunes complexe, notamment pour ceux qui ne souhaitent pas parler de ces sujets avec leurs parents. De plus, mis à part le mercredi après-midi, les horaires d'ouverture sont celles sur les plages horaires dédiées aux cours pour les lycéens et les collégiens, ce qui représente parfois un frein.

## Les espaces de santé sexuelle

Les professionnels de santé constituent également des personnes ressources. Deux réseaux sont mobilisés sur le territoire :

- **L'unité C.A.S.C.I.S** (Centre d'Accueil et de Soins pour la Contraception, l'IVG et la Sexualité) au sein du service Femme-Mère-Enfant de l'hôpital Nord Deux-Sèvres : consultations gynécologiques gratuites pour les mineures, des consultations pour des contraceptions d'urgence, des dépistages des infections sexuellement transmissibles (dépistages réalisés sans rendez-vous au CEGIDD en centre-ville de Bressuire le lundi et le mercredi), des consultations pour des IVG ainsi que l'hospitalisation pour des IVG<sup>12</sup>. Les consultations pour les IVG ont lieu à l'hôpital de Faye l'Abbesse qui est excentré et peu accessible autrement qu'en voiture (quelques bus dans la journée le desservent depuis Bressuire) et dans le réseau de la médecine de ville.

- **Le réseau des médecins et sage-femmes libéral.** Selon l'observatoire régional de la santé, la densité de médecins généralistes libéraux est plus faible sur le territoire en comparaison à l'ensemble de la France tandis que la densité de sage-femme est plus élevée que dans le reste du pays (9 sage-femmes recensées sur le territoire)<sup>13</sup>.

Aucun gynécologue libéral n'est recensé sur le territoire. Les plus proches se trouvent dans les territoires voisins à Thouars, Parthenay, Cholet ou Niort.

Les sage-femmes semblent être des professionnelles plutôt bien identifiées sur le territoire et sont reconnues par les jeunes pour leur travail de qualité. En effet, trois jeunes avec lesquels nous sommes entretenus nous ont fait part de bonnes expériences lors de consultations avec des sage-femmes et préfèrent leur approche à celle des gynécologues pour les conseils à propos de contraception.

## Les associations féministes et LGBTQIA+

Sur le territoire du Bocage Bressuirais, il n'existe aucune association dont le but premier est de défendre, accompagner ou informer les femmes et/ou les personnes LGBT+ de leurs droits ou d'organiser des actions en faveur de l'égalité femmes-hommes. Seules quelques permanences autour des thématiques de violences faites aux femmes sont assurées par des associations d'envergure nationale mais la plupart du temps, il faut se rendre dans les villes les plus proches pour les rencontrer.

- **L'association du Planning Familial des Deux-Sèvres** (association d'écoute, de prévention et d'éducation populaire pour le droit à l'éducation à la sexualité, à la contraception, à l'avortement, à

---

<sup>12</sup> Site internet Centre Hospitalier Nord Deux-Sèvres, <https://www.chnds.fr/Planning-familial/5/13/17>

<sup>13</sup> Contrat Local de Santé, Bocage Bressuirais, Observatoire Régional de la Santé, juin 2020.

l'égalité des droits entre les femmes et les hommes et combat toutes formes de violences et de discriminations) est présente à Niort. Dans le Nord Deux-Sèvres, l'association anime un groupe de parole pour les femmes victimes de violence un samedi par mois à Parthenay<sup>14</sup>.

- **Association Impulsions Femmes** créée par le Planning Familial des Deux-Sèvres, agit en faveur de l'égalité femmes-hommes par le biais de propositions culturelles, notamment par l'organisation d'un festival chaque année à Niort, aux alentours de Niort, ainsi que quelques propositions dans le Nord Deux-Sèvres<sup>15</sup>.

- **Le CIDFF 79** : association ayant pour but l'accueil, l'écoute et l'accompagnement des femmes victimes de violences sexistes<sup>16</sup>. Le siège se trouve à Niort avec quelques permanences à Bressuire, Parthenay et Thouars.

- **Des centres LGBTI** (lieu d'accueil, d'écoute, d'information au service des personnes LGBTI) sont implantés dans les préfectures des départements voisins : Centre LGBTI du Poitou (regroupement d'associations LGBTI à Poitiers dans le département de la Vienne), Centres LGBT Adheos (association ayant plusieurs locaux de permanence à Angoulême en Charente, Saintes et la Rochelle en Charente-Maritime), Centre LGBTI+ Quazar (à Angers dans le Maine-et-Loire avec une permanence un mercredi par mois à Cholet), Centre LGBT de Vendée (La Roche sur Yon), Centre LGBTQI+ Nosig (Nantes, Loire-Atlantique).

- **A Poitiers, diverses associations ou collectifs féministes et LGBT** sont actifs : les Ami.e.s des femmes de la Libération (aide les femmes victimes de la traite humaine et/ou contraintes à la prostitution), Collectif Soror Poitiers (collectif féministe, intersectionnel et inclusif), Les insolent.E.s (collectif féministe, queer, non mixte), Volar (association qui défend l'égalité femme/homme et les différentes identités, vise à la sensibilisation, à la réflexion et à l'intervention autour des thématiques de l'égalité homme-femme et de la question du genre), le collectif du 8 mars (collectif réunissant des partis politiques, des syndicats et plusieurs associations et collectifs féministes poitevins, organise des événements autour des luttes féministes, notamment la journée internationale du droit des femmes qui a lieu le 8 mars).

- De nombreuses **associations et collectifs féministes et LGBT sont également actifs à Nantes.**

- **Des collectifs de colleur·euse·s féministes et contre les violences faites aux femmes** mènent des actions à Niort, Cholet, Poitiers, Nantes et Angers pour les plus proches.

---

<sup>14</sup> Site internet de l'association Planning familial, <https://www.planning-familial.org/fr/le-planning-familial-des-deux-sevres-79>

<sup>15</sup> Site internet de l'association impulsion femmes, <https://www.impulsionsfemmes.fr/>

<sup>16</sup> Site internet du CIDFF, <https://fncidff.info/cidff-des-deux-sevres>

# L'enquête

## La démarche

### Libérer la parole et expérimenter

A travers ce projet de diagnostic de territoire, nous souhaitons avant tout accorder une grande place aux récits des jeunes du territoire sur leurs vécus et leurs sentiments aux sujets du genre et des sexualités. En effet, il est rare que des espaces permettant de libérer la parole sur ces thématiques soient mis en place et il est encore plus rare que ce soient des jeunes ruraux qui s'en saisissent. Nous partons du principe que si les faits peuvent être vérifiés de manière objective, les ressentis liés à une expérience sont propres à chacun-e et ne peuvent pas être remis en cause. L'écoute est donc le meilleur outil pour essayer de les comprendre. Les paroles recueillies dans cette enquête sont uniques et constituent donc en cela une richesse.

Nous avons pleinement conscience que la démarche entreprise pour la réalisation de cette enquête revêt un caractère d'amateur-ice. Elle comporte de nombreux biais dont nous avons plus ou moins pu identifier l'ampleur, tant dans la méthode d'élaboration du questionnaire, la manière dont nous avons mené les entretiens, que dans la méthode d'analyse des résultats. Même si nous n'avons pas les moyens de le vérifier, une majorité des répondant-e-s, s'intéressent déjà sûrement plus profondément à ces sujets pour avoir eu envie de consacrer du temps à l'enquête, ce qui pourrait créer une tendance dans les réponses qui ne refléteraient pas la réalité.

Notre démarche vise avant tout à aller à la rencontre d'autres jeunes, de confronter nos points de vue et surtout d'expérimenter en réalisant un projet collectif. En effet, la pédagogie du MRJC en tant que mouvement d'éducation populaire repose sur l'expérimentation, le Voir-juger-agir.

Ainsi, notre ambition n'est pas de réaliser une étude sociologique avec une méthode scientifique. Pour autant, nous avons souhaité rendre notre parole crédible pour qu'elle puisse avoir l'impact que nous lui destinons, nous ne voulons pas faire dire à notre enquête ce qu'elle ne dit pas. Aussi, nous nous efforcerons d'explicitier dans les lignes qui suivent les différentes étapes du processus qui nous a permis d'arriver aux résultats présentés et d'être honnête quant aux limites que nous avons identifiées. Par la suite, nous comparerons nos résultats à des études nationales réalisées par des professionnels, lorsqu'elles existent, pour éclairer nos analyses et nous prendrons soin de clarifier ce qui relève alors davantage de nos intuitions.

### Le processus d'élaboration de l'enquête

Afin de recueillir un maximum des données sur les jeunes du territoire nous avons réalisé une enquête. Elle se divise en deux volets : un volet « questionnaire » et un volet « entretiens ».

Le questionnaire a pour avantage de garantir l'anonymat des répondant-e-s parfois mineur-e-s, ce qui encourage un plus grand nombre de personnes à répondre. Même si l'honnêteté ne peut pas être vérifiée à 100%, cette méthode permet en théorie de recueillir des réponses plus sincères car les répondant-e-s n'ont pas à affronter le regard de la personne menant l'enquête sur des sujets parfois très personnels. Les personnes peuvent également choisir le moment et l'endroit selon leurs préférences pour répondre. Cependant, les questionnaires ne permettent pas de saisir certains

aspects émotionnels des répondant·e·s. Le nombre et la longueur des questions doivent être limités pour ne pas décourager les enquêtés ce qui empêche d'approfondir tous les aspects des sujets. De plus, la forme du questionnaire peut poser des problèmes de compréhension en l'absence d'un interlocuteur qui l'explique et qui s'assure que chacun ait saisi le sens des questions de la même façon.

C'est pourquoi, nous avons dès le départ décidé de compléter les résultats du questionnaire par des entretiens semi-directifs avec des jeunes volontaires du territoire.

Pour commencer, nous avons sélectionné les grandes thématiques que nous voulions aborder dans l'enquête et ce que nous voulions connaître :

- Les personnes LGBT (nombre de personnes LGBT et leur répartition sur le territoire)
- Savoir à quoi les jeunes du territoire pensent quand on parle de genre et de sexualité
- Les personnes ressources, les cours d'éducation sexuelle et la prévention (est ce que les jeunes ont des personnes à qui parler de ces sujets ? Est-ce que l'école est un vecteur d'informations, est ce que les professeurs sont perçus comme des personnes ressources ? En dehors de l'école, où et auprès de qui les jeunes s'informent ?)
- La contraception (quels moyens de contraception sont utilisés par les jeunes du territoire ? Où peuvent-ils s'en procurer ?)
- Les discriminations et les pressions sociales (Les jeunes du territoire ressentent-ils des pressions sociales à être en couple, à avoir une sexualité (première fois, régulière, par amour) ? Ont-ils subi ou ressentent-ils des discriminations en raison de leur genre ou de leur sexualité ? Ont-ils ou pensent-ils avoir déjà discriminé ? Ont-ils déjà aidé une personne victime de discrimination ?)
- Le consentement (Savoir à quoi jeunes du territoire pensent quand on parle de consentement)

Ensuite, nous sommes passés à l'écriture du questionnaire. Lors de la première étape, nous avons rédigé 42 premières questions (31 QCM, 4 réponses courtes, 7 réponses longues) réparties en 8 catégories (questions générales à propos de toi, qu'est-ce que le genre et la sexualité selon toi, les espaces d'information sur le genre et la sexualité, questions à propos de ta sexualité et des types de relations, les contraceptions et moyens de protection, les discriminations, les actions auxquelles tu aimerais participer ou mettre en place suite à ce questionnaire). Puis, nous les avons fait relire à un échantillon de personnes pour éliminer des problèmes de formulation et de compréhension. Enfin, nous avons sélectionné 31 questions (26 QCM, 3 réponses courtes et 2 réponses longues) pour le questionnaire et avons choisi de garder les autres pour les entretiens. Pour le questionnaire, nous avons privilégié les QCM afin de faciliter le traitement des réponses et ne pas décourager les répondant·e·s avec un questionnaire qui serait trop long. Nous avons cependant laissé des champs libres « autre » pour beaucoup de questions afin de laisser la possibilité de saisir des identités dont nous n'aurions pas connaissance. Ainsi, la catégorie « qu'est-ce que le genre et la sexualité selon toi » a été retirée du questionnaire et nous ne l'avons gardé uniquement pour les entretiens. Nous avons récolté des témoignages supplémentaires pour cette thématique lors de l'organisation de la soirée débat en octobre 2021.

## Contexte de diffusion de l'enquête et sélection pour les entretiens

Notre enquête a été élaborée et diffusée dans un contexte particulier : la pandémie de covid-19. Ainsi, pour la diffusion du questionnaire nous avons privilégié le format numérique en ligne. Nous avons choisi le logiciel « framaforms » qui a pour avantage d'être un logiciel libre, gratuit et garantissant ne pas récolter les données personnelles. L'enquête a été partagée sur les réseaux sociaux du MRJC 79 (facebook, instagram, listing mail) ainsi qu'auprès des partenaires au contact des jeunes du territoire (MFR, collègues, lycées, référents jeunesse du territoire).

Le questionnaire a été diffusé en mai 2021 avec une première vague de réponses au cours des mois de mai à juin. Nous avons alors obtenu 64 réponses. Cependant, cette première salve ne nous semblait pas suffisante car la majorité des répondant·e·s étaient alors des jeunes âgés de 18 à 30 ans. En effet, nous passons à côté des moins de 18 ans qui constituent une part importante des jeunes résidant sur le territoire et qui selon nous constitue une population qui doit être ciblée dans les actions concernant le genre et la sexualité. Cela s'explique par une diffusion trop tardive auprès des établissements et trop proche des examens de la fin de l'année scolaire qui n'a pas permis une diffusion optimale auprès des élèves. Nous avons donc choisi d'effectuer une seconde campagne de diffusion auprès des partenaires en septembre 2021 qui a permis de récolter 69 nouvelles réponses, en majorité des jeunes collégiens et lycéens.

Lors de la clôture du questionnaire au 27 septembre 2021, nous avons donc obtenu 133 réponses. Parmi les répondant·e·s au questionnaire, nous observons une forte proportion de femmes et une faible proportion d'hommes : 60 % de notre panel de répondant·e·s sont des femmes et 36% sont des hommes. Or, selon l'INSEE sur la population du Bocage Bressuirais, les femmes représentent 48,3% des 15-29 ans et les hommes 51,7%. Cela induit donc un biais dans nos réponses car nous avons une surreprésentation des femmes par rapport à la population générale, surtout pour la tranche d'âge 19-24 ans.

L'échantillon des réponses obtenues ne correspond pas à la méthode des quotas permettant l'inférence statistique. Ainsi, les résultats n'ont pas vocation à être généralisés à l'ensemble du département des Deux-Sèvres.

Dans le questionnaire, la dernière question proposait de laisser ses coordonnées pour participer à un entretien. Douze répondant·e·s souhaitaient être recontacté·e·s et l'ont été fin septembre 2021. Finalement, sept personnes ont accepté de réaliser un entretien. Il s'agit de personnes âgées de 17 à 30 ans, 3 femmes, 1 homme et 2 personnes non-binaires, tous·tes relativement proches du MRJC.

Afin de respecter l'anonymat des personnes ayant accepté de témoigner, nous n'avons fait apparaître ni leur prénom, ni un prénom d'emprunt. Lorsque des extraits d'entretiens sont cités, nous avons choisi de mentionner leur genre, leur orientation sexuelle et leur âge déclarés en début d'entretien, qui nous semblaient être les informations principales pour comprendre d'où parlent ces personnes.

## Les résultats de l'enquête

Les résultats de l'enquête sont présentés selon 4 axes qui correspondent aux thématiques explorées dans le questionnaire et les entretiens : les identités de genre et d'orientation sexuelle, les espaces et les sources d'information et de prévention, les pressions sociales et les discriminations.

### Les identités : dresser une fresque des identités des jeunes du Bocage Bressuirais

Concernant les identités, nos objectifs étaient de chercher à quantifier le nombre de jeunes LGBT sur le territoire et de savoir à quoi les jeunes du territoire pensent quand on parle de genre et de sexualité. Ainsi, les réponses à l'enquête nous permettent de dégager 4 axes pour dresser cette « fresque des identités » : le genre, l'orientation sexuelle, les types de relations affectives qu'entretiennent les jeunes et le ressenti des jeunes autour de l'absence de sexualité.

Afin de rendre visible le large panel des identités de genre, de sexualités et de types de relations que vivent les jeunes du territoire, nous utilisons un vocabulaire parfois méconnu en dehors de la communauté LGBTQIA+. Afin de fluidifier la lecture, nous avons choisi de placer les définitions de ces mots dans un glossaire à la fin du dossier.

#### *Le genre, entre éducation et autodétermination*

Le genre est une notion complexe tant sa construction est ancienne et dans la manière dont elle permet aujourd'hui d'organiser la société. Sa définition est donc profondément liée aux contextes dans lesquels elle est employée. Il convient donc tout d'abord de présenter celle que nous retiendrons ici.

La définition du dictionnaire Larousse du mot "Genre" dans le domaine de la sociologie est la suivante : concept qui renvoie à la dimension identitaire, historique, politique, sociale, culturelle et symbolique des identités sexuées<sup>17</sup>. Cette notion récente est en constante évolution.

Ici, il s'agit bien de la dimension identitaire que nous explorerons, même si elle est intrinsèquement liée aux autres aspects qui la composent. Selon un lexique réalisé par le planning familial, l'identité de genre est expliquée comme ceci : « Femme, homme, non-binaire, de genre fluide, etc... C'est le genre auquel on se sent appartenir, l'identité dans laquelle on se perçoit : une question de ressenti. Par rapport au genre qui nous a été assigné, on peut se sentir en conformité ou non. Notre identité de genre n'est pas forcément visible »<sup>18</sup>.

Comme nous invitent à le faire ces définitions, nous partons donc du principe que l'identité de genre d'une personne est auto-déterminée. C'est pourquoi dans notre questionnaire nous avons élargie le panel des propositions au-delà de "homme" et "femme" et nous avons laissé un champ libre "autre". Lors des entretiens, nous accordions une écoute attentive aux réponses concernant l'identité de genre à laquelle s'identifient les personnes interrogées. Certains jeunes nous ont ainsi donné leur conception du mot genre et de l'évolution de ce concept. Même si tous-tes ne le formule pas de la

---

<sup>17</sup> Dictionnaire Larousse en ligne, <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/genre/36604>, consulté le 15/02/2022.

<sup>18</sup> *Sexe, genre, orientation sexuelle ... Quelques éléments de définition*, Commission déconstruction de l'hétéronormativité, Association Planning Familial, mai 2015.



même manière, une attention est portée à l'éducation, au sexe assigné à la naissance ainsi qu'au ressenti propre à chacun·e :

*« Pour moi on n'éduque pas de la même manière un petit garçon qu'on éduque une petite fille, que ça soit dans le foyer familial ou que ça soit à l'école. Il y a quelques années ce n'est pas ça qu'on utilisait comme terme, c'était le sexe. Je trouve que sexe c'est encore plus orienté homme ou femme, il n'y avait pas la possibilité je trouve avant de pouvoir être ni l'un ni l'autre et puis il y a des gens qui n'ont pas envie de se dire qu'ils sont homme ou femme et peut-être qu'on n'est pas tous vraiment des hommes ou des femmes mais bon ça c'est peut-être une autre question. »* Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans.

*« Je dirais que c'est comment on se sent être : femme, homme, fille, garçon. On peut aussi ne se sentir ni un homme, ni une femme, C'est relié à l'identité, pas au sexe physique. Ce n'est pas inné, ça peut changer. Au début, je pensais que c'était relié au sexe, aujourd'hui je pense que c'est devenu « comment on se sent être », que le sexe est différent du genre. »* Femme cisgenre hétérosexuelle de 27 ans.

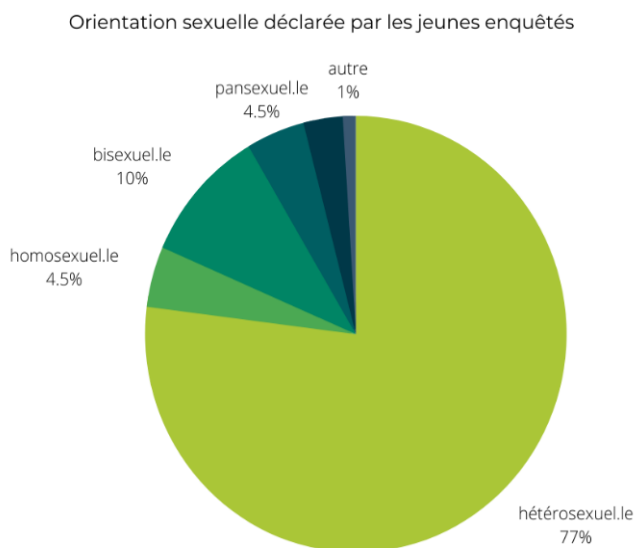
*« Pour moi le genre d'une personne c'est le mélange de deux choses : c'est lié au sexe assigné à la naissance par les médecins qui doivent cocher une case très binaire, soit « m » soit « f » et c'est à partir de là que tout se construit, par l'éducation, comment on est perçu dans la société. A partir d'un moment soit très jeune ou un peu plus tard selon les personnes, on se rend compte si le genre qui nous a été attribué à la naissance c'est celui dont on se sent être ou non. »* Femme cisgenre pansexuelle de 25 ans.

Comme ces définitions et témoignages l'évoquent, certaines personnes situent leur identité de genre en dehors de la binarité « homme/femme ». Ainsi, 3% des répondant·e·s à notre questionnaire se déclarent non-binaire. Ce taux est plus faible que ceux relevés par deux enquêtes réalisées sur la population française. En effet, elles quantifient la part de personnes non-binaires entre 6% et 13%. En 2018, selon une étude OpinionWay pour le journal 20 Minutes réalisée en ligne du 31 janvier au 1er février 2018 auprès d'un échantillon représentatif de 820 jeunes âgés de 18 à 30 ans (méthode des quotas), **13% des 18-30 ans ne s'identifient ni comme des hommes ni comme des femmes**. La même année, une enquête YouGov est réalisée sur 1.003 personnes représentatives de la population nationale française âgée de 18 ans et plus. Le sondage a été effectué en ligne, sur le panel propriétaire YouGov France, du 24 au 25 janvier 2018, selon la méthode des quotas. Ici, c'est **6% de la population qui ne se définit pas de manière binaire**. Notre panel, avec le public visé des 14 à 30 ans, est plus proche de celui de l'enquête OpinionWay. Si nous comparons nos résultats avec cette enquête, ils sont très largement en dessous car il y aurait quatre fois moins de personnes non-binaires dans le Bocage Bressuirais que dans la population générale Française. Pour expliquer cet écart au-delà des biais que peuvent induire le faible échantillonnage, nous supposons que cela peut venir de la spécificité du caractère rural de notre territoire d'enquête. Parmi les témoignages que nous avons recueillis une personne exprime sa vision des différences qu'il peut y avoir entre la ville et la campagne au sujet de l'identité de genre : *« Je pense j'aurais eu une autre perception si j'étais née dans une grande ville avec une pride tous les ans enfin ce genre de trucs. Du coup peut être qu'on est plus, enfin c'est un peu limite et dans les clichés, on est un peu plus traditionalistes en milieu rural. Donc peut être dans notre entourage on est moins amené à se poser cette question. »* Personne non-binaire pansexuelle de 17ans.

## L'orientation sexuelle : une plus forte proportion de jeunes LGB dans le Bocage Bressuirais qu'en France ?

Après le genre, nous nous sommes intéressés à l'identité relative à l'orientation et l'attraction sexuelle. L'orientation sexuelle est un terme apparu dans les années 1970, bien que des premières tentatives de classification des sexualités ont été réalisées dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle<sup>19</sup>. Ainsi, cette question de l'identité relative à l'attraction sexuelle est désormais quelque chose de plus en plus normalisée. Selon le dictionnaire Larousse, la définition actuelle d'orientation sexuelle correspond à l'une des composantes de l'identité sexuelle au même titre que le genre ou le rôle sexuel. Elle peut désigner le désir affectif et sexuel, l'attraction érotique pour les personnes de même sexe (homosexualité), de sexe opposé (hétérosexualité) ou indifféremment pour l'un ou l'autre sexe (bisexualité). Elle peut porter sur le comportement sexuel, affectif ou sur l'identité servant à définir subjectivement la personnalité.

Cette définition nous semble toutefois assez restrictive. Comme pour l'identité de genre, nous avons accordé une place importante à l'autodétermination en proposant un large panel d'orientations (hétérosexuel, homosexuel, bisexuel, pansexuel, asexuel) ainsi qu'un champ laissé libre "autre".



Les résultats du questionnaire indiquent que 77% de répondant·e·s à notre enquête sont hétérosexuel·le·s. Ce chiffre est légèrement plus faible que celui généralement admis dans la population française. En effet, selon une étude réalisée par l'IFOP en 2018 qui concernent les personnes âgées de plus de 18 ans, les personnes se déclarant hétérosexuelles représentent 82,7% de la population<sup>20</sup>.

Au contraire, dans notre échantillon 4,5 % des personnes se définissent comme homosexuel·le, ce qui représente un taux un peu plus élevé que le chiffre présenté par l'IFOP : 3,2 %. De plus, dans notre enquête, une plus forte proportion de personnes se définissent comme bisexuelles ou pansexuelles (10% et 4,5%) par rapport aux chiffres de la même enquête réalisée par l'IFOP en 2018.

<sup>19</sup>Notamment le juriste allemand Karl Heinrich Ulrichs dans les années 1860 ou les recherches du Dr Alfred Kinsey dans les années 1950.

<sup>20</sup> François Kraus, *Observatoire LGBT+, enquête réalisée par la fondation Jean Jaurès et la DILCRAH*, IFOP, 26 juin 2018.

Selon cet institut, la population française compte 4,8% de personnes bisexuelles et 0,9 % de personnes qualifiées de « bisexuelles non assumées ». Cependant, le sondage de l'IFOP ne nous paraît pas être optimal comme point de repère et le comparer à notre enquête. Tout d'abord, la pansexualité n'est pas prise en compte. De plus, la formulation des questions permettant de définir l'orientation sexuelle des répondant·e·s nous semble porter à confusion et ne nous paraît pas respecter pleinement l'identité des personnes en les qualifiant au moment de l'analyse de « non assumé », sans s'attarder sur la réalité des vécus de ces personnes. En effet, la méthode utilisée combine l'autoidentification et la déclaration des attirances sexuelles conduisant à qualifier certaines personnes comme « bisexuelles non assumés » lorsqu'il·elle·s déclaraient une orientation hétérosexuelle et une attirance pour les femmes et les hommes. Cependant, selon les résultats de l'enquête Virage de 2015, dont le but était de caractériser les violences et les rapports de genre, il existe justement un décalage entre ces deux déclarations qu'il est nécessaire de prendre en compte<sup>21</sup>.

La part des lesbiennes, Gays, Bisexuels et Pansexuels dans notre échantillon est au total de 19%. Ce chiffre est donc deux fois plus élevé que celui du sondage de l'IFOP.

Selon nous, cette différence peut être expliquée par au moins trois raisons. Tout d'abord, cela est peut-être dû à notre échantillon qui ne serait pas représentatif de la réalité du territoire. Les personnes qui ont répondu à l'enquête sont peut-être celles qui s'intéressent le plus aux questions de genre et sexualité et qui sont donc plus concernées par le fait d'être LGB. Une fois les questions d'échantillonnage soulevées, nous pouvons nous attarder à d'autres facteurs, notamment celui de l'âge des répondant·e·s et l'évolution de la société. Les plus jeunes assumeront peut-être plus facilement leur bisexualité et leur homosexualité. Or, notre enquête interroge une part importante de jeunes de moins de 18 ans alors que l'enquête de l'IFOP ne concerne que des majeurs.

La dernière hypothèse concerne la formulation des questions de l'enquête de l'IFOP, que nous avons déjà évoqué à propos de la bisexualité.

Concernant la bisexualité, mis à part le taux assez élevé, un autre point nous a particulièrement interrogé. En effet, sur notre échantillon, aucun homme ne s'est déclaré bisexuel. Selon l'enquête Virage, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à déclarer s'identifier comme bisexuelles : 3,4% de femmes pour 2% d'hommes<sup>22</sup>. Ainsi, ce phénomène pourrait être amplifié dans notre cas par le fait que moins d'hommes ont répondu au questionnaire. Selon la même enquête, près de la moitié des femmes bisexuelles ont moins de 30 ans. Selon Mathieu Trachman, il s'agit peut-être du signe d'une identification bisexuelle plus tolérée dans la jeunesse, car souvent perçue comme une identification transitoire ou cette fréquence dans les générations récente peut être interprétée comme un indice d'un accroissement de l'autonomie sexuelle féminine.

---

<sup>21</sup> Mathieu Trachman, Enquête *Virage*, Ined, 2015, *Population & Sociétés* n° 561, INED, décembre 2018.

<sup>22</sup> *Ibid.*

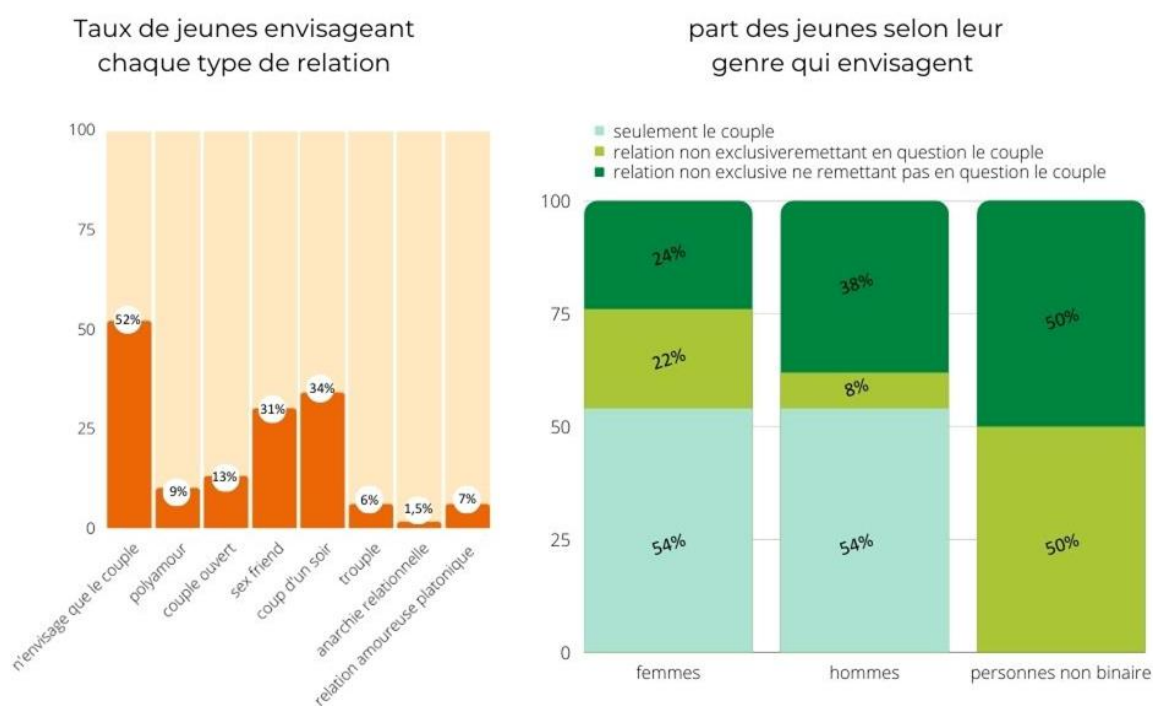
## Les types de relations affectives vécues par les jeunes : le couple traditionnel et la non-exclusivité

Après s'être attaché à l'orientation sexuelle, nous avons continué d'explorer le rapport des jeunes du territoire à la sexualité, en interrogeant les types de relations affectives qu'ils entretiennent.

Le type de relation affective romantique et sexuelle traditionnel est le couple. Selon l'INSEE, une personne est considérée comme étant en couple si elle est âgée de plus de 14 ans et répond "oui" à la question "vivez-vous en couple". Cette définition nous apprend que le couple est quelque chose d'auto-défini selon les personnes interrogées et nécessite donc quelques précisions. Nous retiendrons donc qu'il s'agit de personnes unies par des sentiments et formant une entité. Traditionnellement, un couple est fidèle et exclusif c'est à dire que les personnes n'ont pas de relations amoureuses et/ou sexuelles extérieures au duo initial. Un couple peut être marié, lié par un pacs, vivre en concubinage ou non.

Certaines formes de relations ne répondent pas à cette définition. Ainsi nous avons interrogé les participant·e·s sur les possibilités d'autres formes de relations qu'il·elle·s envisageraient : polyamour, couple ouvert, trouple, anarchie relationnelle, relation amoureuse platonique, sex friend, coup d'un soir. Cependant, selon nous, ces deux dernières formes ne remettent pas en question le couple traditionnel. Il nous semble que ces relations peuvent dans la plupart des cas être vécues comme un intermède dans l'attente entre deux relations "exclusives".

Parmi les réponses au questionnaire, nous avons donc fait une distinction entre le couple traditionnel, les relations ne remettant pas en question le couple traditionnel (sexfriend et coup d'un soir) et les relations qui le remettent en question (polyamour, couple ouvert, trouple, anarchie relationnelle, relation amoureuse platonique).



52% des répondant·e·s envisagent seulement le couple comme forme de relation.

Parmi les personnes qui envisagent d'autres formes, 22% des femmes envisagent les formes de relations qui remettent en question le couple traditionnel contre 8% des hommes. D'après ces résultats, les femmes paraissent donc s'intéresser davantage à d'autres formes possibles de relations. Selon nous, cela pourrait être dû aux inégalités courantes au sein du couple hétérosexuel, qui désavantage les femmes dans ce type de relation et qui les pousseraient donc à réfléchir à des alternatives.

Par ailleurs, la non-exclusivité est un sujet de plus en plus traité dans les podcasts, essais et articles "féministes". Nous faisons l'hypothèse que les femmes s'informent davantage sur ces sujets, ce qui pourrait expliquer cet écart entre les hommes et les femmes très important. Par exemple, une femme que nous avons interrogée se questionne sur le sujet qui semble de plus en plus présent : « *[ce sujet] me questionne oui car j'ai parfois envie d'autres personnes même si je sais que l'homme avec qui je vis, je l'aime et je me vois vivre avec lui longtemps pour toutes ses qualités. Mais je suis attirée sexuellement par d'autres hommes ou femmes. Nous en discutons avec mon conjoint car les gens qui nous entourent ont souvent des relations extra conjugales sans qu'ils soient jugés.* » Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans

La non-exclusivité semble, pour être concrétisée, demander d'abord un travail sur la jalousie et la « peur de la tromperie » fréquente dans les couples traditionnels :

« *Effectivement, c'est une possibilité que je n'exclue pas. Je n'éprouve pas à l'heure actuelle de jalousie ou de sentiment possessif dans mes relations, ma crainte serait un délaissement par l'autre. Si un équilibre émotionnel et logistique (disponibilité pour se voir) est trouvé, je pense que c'est une option à laisser à la relation. Plutôt que s'interdire de tromper, nous nous disons avec mon copain « on en parle avant ». Si l'un ou l'autre à envie de tenter quelque chose avec une autre personne, on en informe tous les partis (y compris la personne tierce), on en parle et quoiqu'il arrive on assure la sécurité (test MST ou préservatif). Donc pas encore d'actualité mais oui le sujet peut m'intéresser.* » Personne non-binaire hétérosexuelle de 25 ans.

« *J'ai essayé à de nombreuses reprises d'être en couple exclusif, vraiment ça ne m'allait pas ! Je sentais un grand poids peser sur moi, ça ne m'arrive plus tous les quatre matins d'être très attiré par quelqu'un, d'avoir envie d'aller plus loin, mais rien que de m'imaginer que si ça doit arriver tandis que je suis déjà en relation, alors je devrais m'empêcher de le vivre, cela me semble un grand gâchis. Avoir une connexion forte avec quelqu'un me semble une chose tellement belle et rare que je ne désire plus être dans des relations qui me l'interdirait. On a tous relativement appris à gérer sa jalousie en amitié, il me semble qu'il est également possible d'apprendre à gérer sa jalousie dans le cadre amoureux. J'aimerais quand même pouvoir échanger, discuter avec des personnes qui vivent des relations non-exclusives car je me sens assez isolée, seule sur ces questions, mais en milieu rural c'est compliqué d'en rencontrer* » Femme lesbienne de 29 ans.

## *L'absence de sexualité, quelle vision de l'abstinence ont les jeunes ?*

Après nous être intéressé aux types de relations, nous souhaitons également aborder comment est vécue l'absence de sexualité par les jeunes. En effet, bien que la sexualité soit encore un sujet tabou dans notre société, son absence passé un certain âge peut surprendre, interroger, voire être considérée comme pathologique ou du moins anormale.

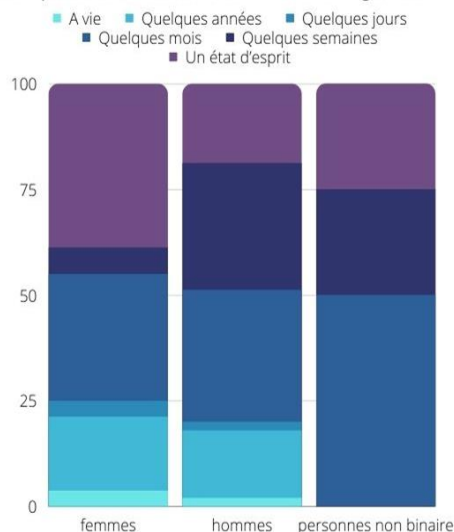
Plusieurs raisons peuvent conduire chaque personne à expérimenter une période plus ou moins longue sans rapport sexuel. Tout d'abord, il peut s'agir d'une orientation sexuelle : l'asexualité. Dans notre questionnaire, « asexuel-le » était une des réponses possibles à la question « Comment qualifiais-tu ton orientation sexuelle ». Aucun·e répondant·e n'a sélectionné cette réponse. En revanche, une personne pendant les entretiens a évoqué le fait de se placer sur le « spectre de l'asexualité » : « *Je me définis comme pansexuelle parce que je ressens du désir pour des personnes, peu importe leur genre, mais je dirais aussi que je suis quelque part sur le spectre de l'asexualité. Je ne me définis pas comme asexuelle car je ressens du désir, pour moi avoir une sexualité c'est quelque chose que j'apprécie. Après je dirais que je ne place pas le fait d'avoir des relations sexuelles comme une priorité et du coup c'est en ça que j'ai toujours senti un décalage.* » Femme cisgenre pansexuelle de 25 ans.

Mis à part avec l'asexualité, nous avons abordé cette question de l'absence de sexualité par la notion d'abstinence. Le dictionnaire Larousse donne une définition de l'abstinence : « Action de s'interdire certains plaisirs, en particulier les plaisirs sexuels ; chasteté, continence. » Nous trouvons dommage de cantonner le concept d'abstinence au sens péjoratif de l'auto interdiction, pour ceci nous lui préférons la définition plus élargie de l'autrice Emmanuelle Richard dans son livre *Les corps abstinentes* : « La plupart du temps, les représentations médiatiques de l'abstinence la limitent à deux aspects : soit l'abstinence voulue pour des raisons religieuses - pas de sexe avant le mariage -, très présente dans les divertissements américains, soit l'abstinence forcée - malgré tous ses efforts, une personne n'arrive pas à avoir de relations sexuelles. Dans ces représentations, l'abstinence est, sinon ouvertement moquée, au moins dépeinte comme une incongruité. Convaincue de l'existence d'une infinité d'explications autres que la religion ou l'insuccès, [je] ne relie pas non plus cette notion à un paramètre temporel. Il s'agit d'une période où un individu n'a pas de relations sexuelles avec autrui, de durée probablement plus ou moins longue en fonction du ressenti de la personne. Les raisons à l'origine peuvent être très variées. Il est possible de se sentir abstinent à partir de deux mois sans sexe comme à partir de deux ans. »<sup>23</sup> Dans notre enquête nous posons justement cette question du ressenti relatif à une notion de durée, la question était celle-ci : « À partir de quelle durée sans rapport sexuel considères tu que l'on parle d'abstinence ? ».

---

<sup>23</sup> Emmanuelle Richard, *Les corps abstinentes*, Flammarion, Paris, 2020, p11-12.

Réponse à la question : " à partir de quelle durée sans rapport sexuel considères tu que l'on parle d'abstinence ? " selon le genre



D'après les résultats obtenus, le genre n'influe pas pour la majorité des durées évoquées à partir de laquelle les personnes se considèrent abstinentes. Hormis pour l'une des périodes les plus courtes. En effet, les hommes sont plus nombreux à se considérer abstinentes au bout de quelques semaines sans rapports sexuels : presque 30 % des hommes pour seulement 7 % des femmes. La réponse « un état d'esprit », qui ne fait pas référence à une durée précise est plus fréquente chez les femmes que pour les autres genres : près de 40% des femmes interrogées pour seulement 20% des hommes et 25% de personnes non-binaires.

Dans le questionnaire, nous posions également la question « pour toi est-ce nécessaire d'avoir des rapports sexuels quand tu es amoureux-se ». Les hommes sont également plus nombreux à répondre oui : 64% des hommes contre 40% des femmes, ce qui est corrélé avec la durée moindre sans rapport sexuel pour se considérer abstinent chez les hommes.

Nous faisons l'hypothèse que cet écart puisse être relié à des attentes en termes de performances qui seraient plus élevées chez les hommes. En effet, les normes relatives à la virilité se traduisent en un certain nombre d'injonctions et de mythes notamment celui du désir sexuel qui serait constant chez l'homme<sup>24</sup>.

A la question « Selon-toi l'abstinence c'est ? », 60% des personnes interrogées répondent que l'abstinence est une réflexion personnelle. Cependant, cette réponse nous paraît trop englobante pour pouvoir en tirer des analyses. En effet, beaucoup de répondant-e-s ont également répondu « je ne sais pas ». Parmi les plus jeunes (14-18 ans), c'est 46% qui ont répondu ne pas savoir ce qu'est l'abstinence contre 25% des 19-24 et 9% des 25-30 ans. Cela nous semble être corrélé avec l'expérience qui croissante avec l'âge amène alors à se poser la question sur ce qu'est l'abstinence.

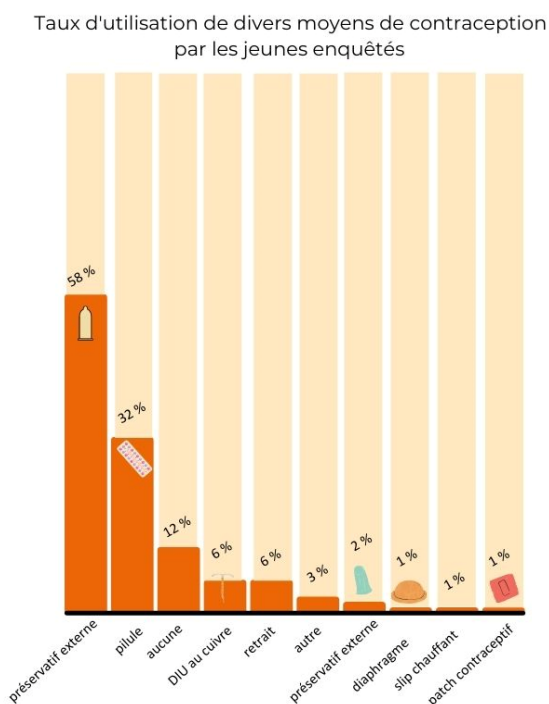
<sup>24</sup> Olivia Gazalé, *Le mythe de la virilité*, Robert Lafont, Paris, 2017.



## Les sources, espaces d'informations et de prévention

### Les moyens de contraception : un choix par défaut entre pilule et préservatif ?

Selon les résultats de notre enquête, le préservatif externe dit masculin et la pilule sont les deux moyens de contraception les plus utilisés par les jeunes du Bocage Bressuirais. Le DIU au cuivre arrive en 3<sup>ème</sup> position mais son taux d'utilisation est très inférieur aux deux premiers.



Clé de lecture : 58% des jeunes interrogés déclarent utiliser le préservatif (seul ou combiné à une autre contraception) comme moyen de contraception

Note : Parmi les personnes n'utilisant aucun moyen de contraception, seules les personnes ayant déclaré avoir déjà eu une ou des expériences sexuelles ont été pris en compte.

Ce constat est peu étonnant car le préservatif et la pilule sont les deux moyens de contraception les plus évoqués lors des interventions de prévention, ceux proposés en premier lors des consultations pour une contraception et ceux les plus accessibles. De plus, le préservatif est le seul moyen, de se protéger contre les IST. Il est à noter que la pilule est également utilisée par des personnes n'ayant jamais eu d'expérience sexuelle.

Dans les témoignages que nous avons recueillis, le préservatif externe est systématiquement mentionné. Premièrement, il existe plusieurs endroits qui permettent de s'en procurer et qui sont identifiés par les jeunes :

« Je sais qu'au lycée y'en a à l'infirmerie, par contre il n'y a que les préservatifs masculins. Sinon en grande surface ou en distributeur automatique, peut être en pharmacie je crois. Sinon sur internet. »  
personne non binaire pansexuelle de 17 ans

« ça dépend si j'avais de la thune bah je vais au magasin, j'achète un paquet de préservatifs, il y en a plein. Si j'ai pas de thunes, j'allais à la maison de santé à l'université et j'avais dû demander quand j'étais au lycée à une copine d'aller en acheter ou à mes parents. Mais je crois qu'au lycée ils devaient en laisser traîner je ne sais pas trop où, peut-être dans les accueils ». Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans

Ce second témoignage introduit un second aspect, il est mentionné à plusieurs reprises que l'achat de préservatif a un cout. Cependant, ils peuvent être accessibles gratuitement dans certains cas (remboursement sur prescription médicale, distribués gratuitement par des associations, dans des établissements de santé ou scolaire), ce qui facilite son accès. Bien que les préservatifs gratuits ne conviennent pas toujours, ils permettent une protection accessible au moins temporairement :

« *Les préservatifs c'est un budget, ça coûte cher, [...] je me suis fait rembourser des préservatifs mais c'est pas agréable, ça sent la rose, l'horreur quoi* » Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans

Le DIU au cuivre (stérilet) suscite des craintes (douleurs, règles abondantes, grossesses extra-utérines).

« *C'est un truc qui dérègle un peu, au niveau des règles c'est pas la même chose, c'est douloureux, au niveau des douleurs de règles ce n'est pas les mêmes. [...] Il y a des risques de grossesses au niveau des trompes de Fallope et c'est pas anodin comme choix* » Homme cisgenre de 24 ans

Cette méthode a également été pendant longtemps considérée comme convenant aux femmes ayant déjà eu des grossesses et n'est pas proposée comme première méthode de contraception aux femmes débutant leur vie sexuelle. Souvent, avant d'arriver au stérilet, les femmes ont déjà essayé d'autres moyens :

« *J'ai pris la pilule, ça ne me convenait pas parce que j'étais très tête en l'air, je sortais beaucoup et du coup je l'oubliais. Après on m'a mis un implant contraceptif qui ne m'a pas du tout convenu mais on a refusé de me l'enlever car je n'étais pas en capacité d'avoir conscience que ça m'était nécessaire. Donc à l'hôpital ils ont refusé de me l'enlever, ça a duré plus d'un an je crois, six mois un an, j'ai dû retourner chez mon médecin de famille qui a accepté de me l'arracher. Et après j'ai eu un stérilet au cuivre.* » Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans

Le préservatif interne dit féminin, le diaphragme et le patch contraceptif sont de manière générale moins connus car moins médiatisés et sont beaucoup moins accessibles. En effet, contrairement au préservatif externe, le préservatif interne n'est que très rarement proposé lors des distributions gratuites et son cout est plus élevé. Selon le Haut conseil de l'égalité, Le tarif public indicatif d'une boîte de 3 préservatifs féminins est de 8,70€ contre 1,30 € pour la boîte de 6 préservatifs masculins. Le diaphragme et le patch contraceptif représentent également un coût non négligeable et ne sont pas ou très peu remboursés par l'Assurance Maladie, ce qui représente un frein pour les jeunes.

Un témoignage est éclairant sur les raisons de la non-utilisation de préservatif interne : « *Et après il existe des préservatifs féminins mais bon voilà quoi, personne n'en parle, personne ne les utilise, personne ne t'explique* ». Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans.

Le retrait, qui est une méthode peu fiable (78 % d'efficacité pratique<sup>25</sup>) revient autant que le stérilet. Cependant, il n'est utilisé comme unique méthode que par une seule personne, les autres l'utilisent en complément au préservatif et/ou à la pilule ou au DIU. Parmi les réponses « autres », la symptothermie également reconnue comme peu fiable (Elle est fiable à 98% mais pour atteindre ce

---

<sup>25</sup> Selon le site <https://questionsexualite.fr/choisir-sa-contraception/ma-contraception-et-moi/tableau-comparatif-pour-vous-guider-dans-votre-choix-de-contraception>

taux, elle nécessite une formation de plusieurs mois et une application extrêmement rigoureuse<sup>26</sup>) a été mentionnée en complément à d'autres méthodes.

12% des jeunes ayant déjà eu une ou des expérience(s) sexuelle(s) déclarent n'utiliser aucun moyen de contraception. Nous n'avons pas récolté d'information sur leur sexualité au moment de la réponse au questionnaire, ni sur le désir de grossesse. Ainsi, il n'est pas possible de connaître la proportion de sexualité à risque de grossesse et/ou d'IST parmi ces jeunes interrogés. Il est cependant à noter que parmi les personnes n'utilisant aucun moyen de contraception, la moitié sont des hommes hétérosexuels, nous pouvons donc présumer qu'une part d'entre eux laissent la charge de la contraception à leur(s) partenaire(s). En effet, mis à part le préservatif masculin dont nous avons déjà parlé, les contraceptions masculines sont confidentielles et très peu utilisées (slip chauffant, vasectomie). Parmi les jeunes interrogés, seulement une personne déclare utiliser un slip chauffant en complémentarité du préservatif masculin. Lors des entretiens, un homme a témoigné au sujet des contraceptions masculines. Il mentionne leurs caractères confidentielles et/ou peu pratiques :

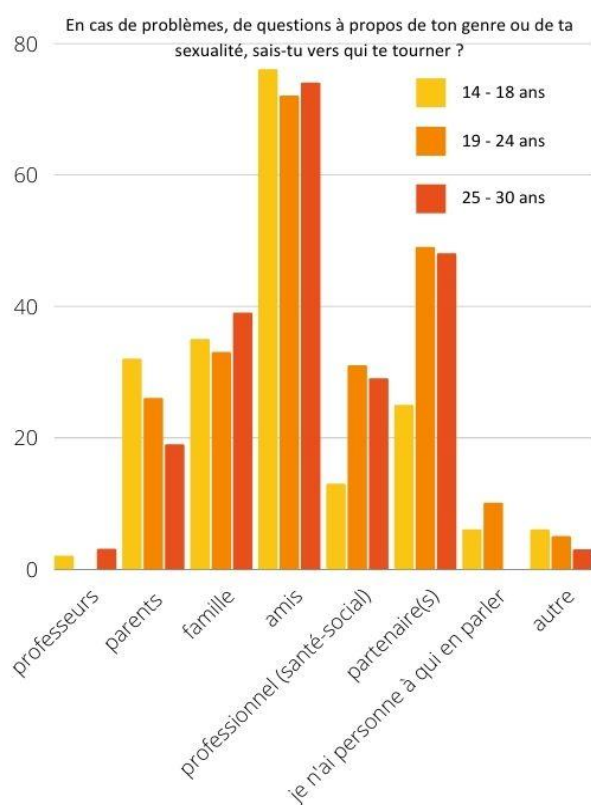
*« Je sais qu'il y a plein d'autres moyens pour la contraception masculine maintenant, il y a le slip chauffant, qui permet de faire remonter les testicules à l'intérieur mais j'ai l'impression que ça reste assez confidentiel et on ne m'en a jamais vraiment trop parlé. En plus je ne sais pas trop à quel moment je pourrais le faire, et puis il faudrait que ça soit des caleçons, il faut que ça soit confortable parce que déjà ça ne doit pas être très agréable donc il faudrait que le reste soit quali quoi. Et après il y a euh ... apparemment aux Etats Unis ils font très bien, ils sont assez doués dans tout ce qui est vasectomie, après en France apparemment c'est assez compliqué, c'est assez définitif alors qu'aux Etats Unis ils sont plus agiles à ce niveau-là, pour faire en sorte que ça soit moins définitif quoi, ils sont plus 70/30, fin 70% de réussite aux Etats Unis et 30 % en France, enfin de ce que disait ma copine, ça me paraissait quand même euh ... parfois je me dis que si un jour ça devenait compliqué... »*  
Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans.

Pour conclure, les jeunes du Bocage Bressuirais utilisent quasi systématiquement les moyens de contraception et de protection, ce qui montre qu'ils agissent en conscience des risques liés à la sexualité. Cependant, nous pouvons nous poser la question du réel choix laissé aux jeunes dans la gestion de leur intimité et de leur corps parmi les différentes options possibles. En effet, le recours massif au préservatif et à la pilule peut être le symptôme d'un choix « par défaut », possiblement par manque d'information effectuée volontairement ou non par les différents professionnels de santé sur les différentes méthodes contraceptives et en raison des coûts liés aux autres contraceptifs.

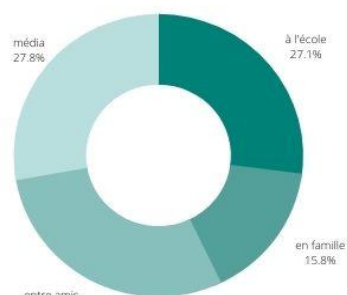
---

<sup>26</sup> Selon le site <https://questionsexualite.fr/choisir-sa-contraception/ma-contraception-et-moi/tableau-comparatif-pour-vous-guider-dans-votre-choix-de-contraception>

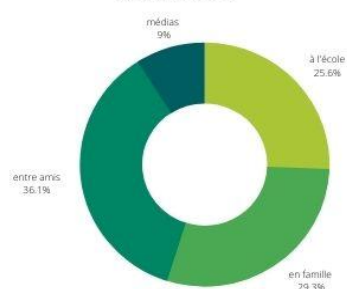
## Vers qui se tournent les jeunes pour parler et s'informer aux sujets liés au genre et à la sexualité ?



Où as-tu entendu parler du genre pour la première fois ?



Où as-tu entendu parler de la sexualité pour la première fois ?



### Les proches sont les interlocuteurs privilégiés des jeunes

Les amis occupent une place très importante tout au long de la vie des jeunes enquêtés. Ils sont les personnes avec qui les jeunes ont leurs premières discussions autour de la sexualité (pour près de 40% des jeunes c'est entre amis qu'ils ont entendu parler de la sexualité pour la première fois) et restent des interlocuteurs en cas de questions ou de difficultés plus tard dans la vie sexuelle (les ¾ peuvent se tourner vers leurs amis en cas de problèmes ou de question à propos de leur genre ou de leur sexualité).

Un témoignage remarque toutefois qu'aborder la sexualité et les sentiments "entre mecs" est plus difficile qu'avec des femmes :

« C'est cliché mais essayer d'aborder des sentiments avec d'autres hommes cisgenre c'est souvent très compliqué. [...] systématiquement je me suis tourné vers des femmes pour parler de sexualité et avec des hommes moins souvent, mon meilleur ami il n'y avait pas de problèmes, ça arrivait régulièrement qu'on en parle. » Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans.

Cependant, parler de ces sujets uniquement entre amis expose au risque que personne ne soit correctement informé et de reproduire des stéréotypes notamment vu dans les contenus pornographiques.

« J'ai dû parler sexualité avec mes copines les premières fois et très mal informée pour le coup ça c'est une certitude, avoir pleins de stéréotypes sur ce qu'était la sexualité. Savoir qu'il fallait se protéger mais sans vraiment comprendre pour pourquoi et comment, peut-être un peu influencée par la pornographie. » Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans.

Les parents et la famille sont également des interlocuteurs. Pour les plus jeunes, âgés de moins de 18 ans, les parents semblent davantage parler de sexualité avec leurs enfants. En effet, la famille est le deuxième endroit le plus cité après « entre amis » où les jeunes de 14 à 18 ans ont entendu parler de sexualité pour la première fois (pour les plus de 18 ans, la deuxième réponse la plus citée après « entre amis » est « à l'école »). Pour certain·e·s, le sujet est abordé en famille mais plutôt avec les frères et sœurs, dont les vécus sont plus proches et avec qui le sujet est moins tabou :

*« Mes parents ne m'en ont jamais parlé, c'était tabou. Je me revois à 12 ans recroquevillée à lire le guide du zizi sexuel que ma sœur m'a offert. [...] Dans l'ensemble je parlais de ces choses-là plutôt avec mes amies, ou mes sœurs. Pour parler de sexualité, c'est un travail sur soi avant d'être à l'aise pour en parler avec d'autres. »* Femme cisgenre hétérosexuelle de 27 ans.

En cas de problèmes ou de questions, les jeunes se tournent également en priorité vers leur famille et leurs parents (arrivent en 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> positions après les amis et les partenaires), quel que soit leur âge. Même si la part des parents et de la famille reste importante chez les jeunes âgés de plus de 18 ans (plus d'1 jeune sur 5 de plus de 18 ans se tourne vers ses parents et plus d'1/3 vers des membres de leur famille), ils se tournent néanmoins plus fréquemment vers d'autres interlocuteurs (partenaires et professionnels de santé).

Les jeunes se tournent donc en priorité vers leurs proches en cas de question et de problèmes liés au genre et à la sexualité.

#### Les professionnels : des interlocuteurs qui semblent délaissés par les jeunes du territoire

Seulement 22% des personnes interrogées se tournent vers des professionnels de santé et cela concerne davantage les plus de 18 ans (autour de 30%). Ce phénomène ne semble pas concerner seulement le genre et la sexualité. En effet, selon une enquête réalisée par Jeudevi dans le cadre du PIA Les Jeunes s'en mêlent sur les territoires du Bocage Bressuirais et de la Gâtine, les jeunes s'adressent en priorité à leur famille et cherchent des informations sur internet lorsqu'ils recherchent des informations ou ont besoin de conseil avant de s'adresser à des professionnels (arrivent en 4<sup>ème</sup> position après les amis). Cela est encore plus marqué pour la question « à qui les jeunes s'adressent en cas de coup dur » car si les jeunes s'adressent pour plus de 75% d'entre eux à leur famille ou à leur amis, les professionnels ne représentent alors que 10% des interlocuteurs.

Le non-recours aux professionnels pose donc question alors qu'ils pourraient être des interlocuteurs privilégiés.

Pour en revenir au sujet de notre diagnostic, cela peut s'expliquer sur notre territoire par un manque de professionnels de santé (pour rappel, il n'y a pas de gynécologue en consultation libérale sur le territoire et le nombre de médecin généraliste libéral est inférieur à la moyenne française). Une autre raison peut l'expliquer. Dans les témoignages il a été question de violences gynécologiques et de non prise en compte de l'identité et des envies de personnes par des personnels soignants. Il a toutefois été question des sage-femmes (dont le nombre sur le territoire est supérieur à la moyenne française) qui sont perçues comme étant plus à l'écoute que des gynécologues et qui semblent donc être des interlocutrices privilégiées notamment en ce qui concerne la prescription de moyens de contraception.

*« Un gynécologue m'a prescrit une pilule, après j'ai testé l'implant qui m'a pas du tout convenu et ça a été une galère monstre parce que quand ça ne convient pas à une femme il faut toujours trois plombes avant qu'il t'arrive quelque chose et qu'on daigne bouger le petit doigt. » Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans*

*« J'ai subi un avortement parce que j'ai eu des complications et je suis tombée sur un médecin qui était contre l'IVG et ça ce n'est pas tolérable, qui m'a fait écouter le cœur du bébé juste avant de partir me faire opérer, c'est interdit. Et un mois avant avec mon conjoint on avait vu une gynéco qui nous avait dit « écoutez, vous êtes mignons, vous êtes jeunes, gardez-le ». C'est juste pas tolérable mais c'est, je pense, une réalité beaucoup plus présente qu'on peut le penser. Et du coup moi vraiment, je l'ai toujours dit, j'ai été sauvée par une sage-femme qui s'est interposée contre le gynéco parce que ce soir-là le gynéco ne voulait pas opérer, j'allais y passer. Il ne voulait pas m'avorter parce que ça réveillait l'anesthésiste qui était un homme également, qui n'en avait rien à foutre et c'est la sage-femme qui s'est interposée. Heureusement qu'il y a encore ces femmes qui sont engagées et c'est de moins en moins parce que qui dit engagement dit risque et tout est lié à l'argent aujourd'hui donc les gens ne veulent pas perdre leur boulot quoi. » Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans*

*« Après avec ma copine, on est allé voir une sage-femme qui nous avait été recommandée parce que sa gynéco n'avait pas l'air très sympathique et pas respectueuse de ses envies et de ses droits et de ce qu'elle semblait, de son identité quoi. Sa sage-femme l'avait bien conseillée et lui avait prescrit un stérilet. » Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans*

Ce type de situations vécues peut donc amener les jeunes à moins consulter pour ne pas risquer de subir ce type de violence.

Si l'école est le lieu où ¼ des jeunes ont déclaré avoir entendu du parler du genre et/ou de la sexualité pour la première fois, les professeurs ne sont que très peu mentionnés comme personnes ressources en cas de problèmes ou de questions. Seulement 3 jeunes ont répondu se tourner vers les professeurs en cas de problèmes ou de questions, alors qu'il pourrait y avoir des discussions à ces sujets avec les professeurs. Cela nous pose question : est-ce dû à un tabou dans l'éducation nationale ? Un manque de formation des professeurs ? La question de la charge de travail est également soulevée, les professeurs ont déjà beaucoup de missions, devrait-on leur ajouter du travail ? Cependant, selon nous l'école ne devrait pas seulement être un lieu où seules des connaissances sont enseignées mais également l'apprentissage du vivre ensemble et donc où le genre et la sexualité devraient être abordés. Lors de notre soirée débat organisée en 2021, les cours d'éducation sexuelle ont été évoqués, pour certains il s'agit seulement d'aborder la sexualité à des fins reproductives ou pour la prévention contre les IST. La sexualité comme moment de plaisir et de découverte du corps n'est que rarement abordé en classe alors qu'il s'agit d'un des aspects les plus importants selon les personnes qui ont pris la parole.

Un témoignage raconte la chance d'avoir eu une professeure de SVT qui parle de clitoris et de consentement mais seulement lorsque le sujet vient dans le programme qui est selon la personne interrogée mal fait :

*« Peut-être qu'à l'école on n'en parlait pas assez, peut-être que l'école ce n'est pas un lieu pour ça aussi. C'est peut-être ce qu'on peut en vouloir à l'école, de ne pas avoir de programmes adaptés, c'est ce que je me rends compte avec le recul, de ne pas avoir eu à part une prof de SVT au lycée qui était au taquet pour nous parler de clitoris, de consentement et tout ça mais c'était quoi, une heure et demie par semaine et quand c'était le gros sujet, le gros chapitre et qui en profitait pour gratter*

quelques minutes pour en parler mais les programmes sont mal faits, il n'y a pas le temps. » Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans

### Internet, un moyen de pallier le manque de lieux ressources et de soutien physique sur le territoire ?

6% des personnes interrogées n'ont personne à qui parler en cas de question ou de problèmes au sujet de leur genre ou de leur sexualité. Cela est préoccupant, d'autant plus que cela concerne des jeunes âgés de 14 à 24 ans. En effet, les plus jeunes sont encore en construction de leur identité et c'est à cet âge en particulier que les besoins d'avoir des interlocuteurs sur ces sujets sont les plus forts.

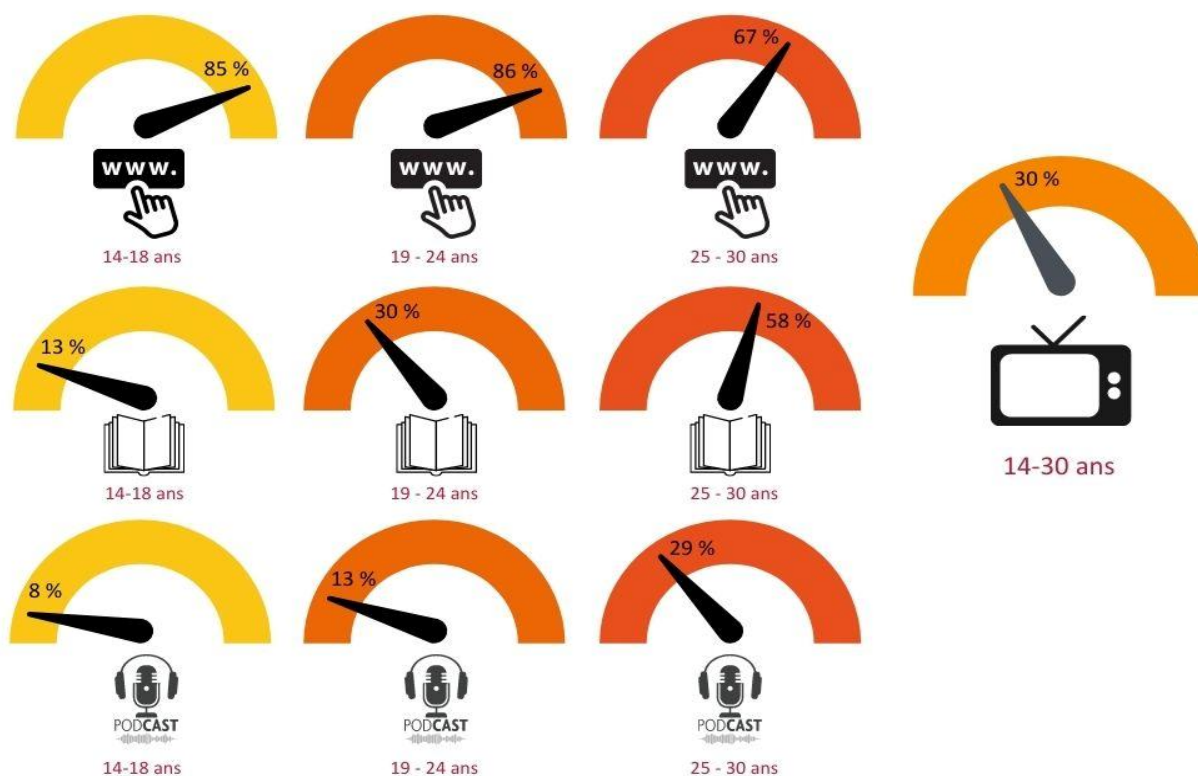
La moitié des jeunes interrogés dans notre enquête pensent qu'il faudrait plus d'espaces d'information, d'écoute et de prévention sur les sujets liés au genre et aux sexualités sur le territoire. Cela reflète donc un réel besoin. Cependant, dans les témoignages que nous avons pu récolter, plusieurs personnes se questionnent sur la nécessité de lieux spécialisés sur ces sujets. En effet, plusieurs personnes pensent que si de tels lieux existaient elles ne franchiraient pas forcément le cap d'y aller ou n'en ressentent pas spécialement le besoin. Une autre raison évoquée par les jeunes est qu'en milieu rural, du fait qu'il y ait une densité plus faible d'habitants, il y a proportionnellement moins de personnes concernées par les questions relatives aux minorités de genre et sexuelles. Des lieux spécialisés pourraient être donc moins fréquentés que dans des plus grandes villes et rendrait donc moins légitime leur implantation, même si le besoin s'en fait ressentir par certains :

*« est qu'il y en a assez je ne sais pas parce que enfin j'ai pas eu le besoin de rencontrer quelqu'un en physique sur ce sujet là ou avoir quelque chose de plus officiel on va dire. Mais en tout cas il ne me semble pas avoir vu de lieu d'écoute en particulier LGBT. J'ai pas été personnellement ou alors je connais très peu des gens qui ont été harcelés qui ont eu des problèmes par rapport à leur genre ou sexualité. Donc pour moi personnellement j'en éprouve pas le besoin on va dire mais en tout cas ce que je vois c'est qu'il n'y en a pas à l'heure actuelle. »* Personne non binaire de 17 ans pansexuelle.

*« C'est toujours bien d'avoir un lieu, une safe place où on peut parler de ça. Après il y a déjà des lieux d'écoute comme l'Agora par exemple mais du coup c'est assez général [...] On peut rattacher des problèmes qu'on a par rapport à ça à quelque chose de plus général on va dire. Mais par contre j'estime qu'ils sont capables d'être bienveillants dans des lieux d'écoute comme ça. Mais vu que déjà la communauté LGBT c'est une minorité et qu'on a une densité plus faible, est ce que ... c'est un peu embêtant à dire mais est-ce que ça « vaudrait le coup » d'avoir un endroit spécialisé dans ça quand y a pas tant de personnes qui en sentent le besoin peut être ? Et que ouais de toute façon c'est les systèmes qu'on a, j'ai l'impression qu'en milieu rural on a quelque chose très générale qui regroupe plein de choses et que dans des grandes villes ça serait plus spécialisé du coup. »* Personne non binaire de 17 ans pansexuelle.



## Où trouves-tu des informations sur le genre et la sexualité ?



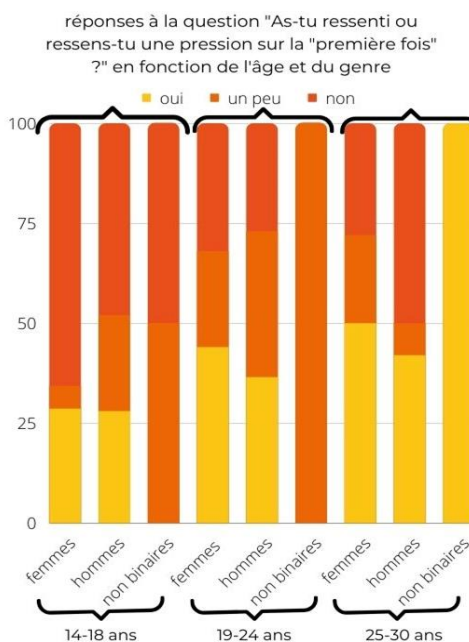
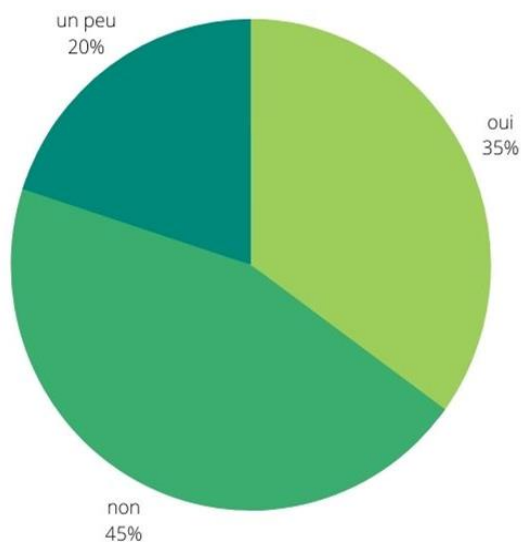
Du fait qu'il n'existe pas de lieux ressources spécialisées sur le sujet, pour leur recherche d'informations les jeunes se tournent donc vers d'autres sources.

Internet et les réseaux sociaux occupent une place écrasante, autour de 85 % pour les 14-24 ans dont plus de la moitié les utilisent comme unique source pour leur recherche d'information sur le sujet et 67 % pour les 25-30 ans. La télévision et les séries sont également une source d'information pour 30 % des jeunes quel que soit l'âge. Les plus âgés diversifient davantage leurs sources. En effet, la moitié d'entre eux utilisent également les supports papier (essais, romans, magazines, revues) et un quart écoute des podcasts. Ces supports sont moins fréquents chez les plus jeunes : moins de 15 % des 14-24 ans écoutent des podcasts pour s'informer sur les questions de genre et sexualité. L'utilisation des supports papier augmente légèrement avec l'âge si seulement 13 % des moins de 18 ans lisent pour s'informer sur ces sujets, c'est 30 % des 18-24 ans.

## Les pressions sociales autour de la sexualité vécues par les jeunes

### Les pressions à « faire sa première fois »

pression ressentie sur la "première fois"



Quasiment les deux tiers des personnes répondantes, quelle que soit leur orientation sexuelle, indiquent avoir ressenti de la pression à « faire leur première fois ». Cela représente même un individu sur deux si on prend en compte les personnes ayant répondu "un peu de pression". Entre 14 et 18 ans, les hommes semblent ressentir un peu plus de pression que les femmes du même âge (les hommes sont moins nombreux à avoir répondu « non » que les femmes).

Cela est préoccupant car peut potentiellement provoquer des expériences mal vécues, les personnes pouvant être amenées à vouloir se débarrasser d'une virginité trop lourde à porter. Deux des témoignages récoltés abondent en ce sens :

« Oui j'ai ressenti une pression lors de ma première fois car les filles et les garçons autour de moi l'avaient déjà "fait" donc je me suis empressée de coucher avec n'importe qui. (...) Je n'étais pas en confiance la première fois » Femme cisgenre bisexuelle de 26 ans

« Avec le recul, j'avais très envie d'essayer et en même temps ça s'est tellement mal passé que c'était gâché voilà. C'était pas royal, je me suis mis la pression tout seul, personne ne m'avais mis la pression pour quoi que ce soit, c'était que les gens en parlaient, ça avait l'air sympa, et en même temps j'étais gavé au porno (...) » Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans

Une pression peut également intervenir plus tôt que celle autour du premier rapport sexuel. Deux personnes nous rapportent notamment une pression au collège autour du fait d'embrasser la personne avec qui elles étaient en couple :

« Plus tôt, au collège, le jeu était d'aligner les couples et de leur demander de s'embrasser « en mettant la langue » après le décompte. J'ai refusé. » Personne non binaire hétérosexuelle de 25 ans.

*« En sixième j'ai été en couple avec un garçon mais je n'étais clairement pas amoureuse de lui car c'était pour faire comme mes copines. Et il m'a mis une très grosse pression pour qu'on s'embrasse sinon il m'avait dit qu'il me quittait et moi je n'en avais pas vraiment envie même si j'étais un peu curieuse comme tout le monde en parlait, que ça avait l'air génial et que mes copines disaient que c'était bizarre que je ne veuille pas. Et donc au final je l'ai fait mais je n'ai pas vraiment apprécié ce moment et maintenant je me dis que là ce n'était qu'un bisou mais ça aurait pu aller plus loin si on avait été un peu plus âgés. »* Femme cisgenre pansexuelle de 25 ans.

Les plus jeunes semblent moins ressentir cette pression que les autres, mais elle est quand même présente chez une personne sur deux pour les hommes et les personnes non binaires, et une personne sur trois chez les femmes. D'après un témoignage, la pression semble cependant s'atténuer avec le temps :

*« J'ai perçu cette pression du « tu l'as déjà fait ? ». Cependant, passé un certain âge (vers 20 je dirais), la pression s'atténue car les personnes doivent partir du principe que oui ou que l'on est un cas désespéré. [...] A 18 ans je m'inquiétais de n'avoir jamais embrassé, d'être capable d'aimer quelqu'un. A 23 ans, je m'impatients et me demandais si je pouvais céder au « coup d'un soir » et au fond de moi je sais que je ne pourrai pas. »* Personne non binaire hétérosexuelle de 25 ans

Tout cela traduit d'un univers où la sexualité est ressentie comme un passage obligé, une norme, un "devoir". Une pression encore très présente dans la société, qui peut être de groupe (les copains l'ont fait) ou plus générale, insidieuse. En effet, dans la culture cinématographique, les séries, les romans à destination d'un public adolescent, l'étape de la "première fois" est souvent représentée d'une manière similaire : vécue comme un enjeu de prestige social, ce qui constitue une norme.

### *Les pressions à avoir une sexualité « régulière »*

Au moins un quart des personnes sondées ressentent au moins un peu de pression à avoir une sexualité régulière. Lorsque nous les avons interrogés au sujet du consentement, les jeunes ayant répondu (environ la moitié des répondant·e·s au questionnaire ont répondu à la question qui était facultative) semblent être bien informés. Il s'agit pour eux de quelque chose d'essentiel qui dépasse parfois le seul cadre des relations sexuelles et intimes.

*« Le consentement est le fait que chaque personne doit répondre d'accord que l'Autre vienne intégrer sa bulle/sphère intime. On ne force pas les enfants à leur faire de bisous ou de câlins s'ils n'en n'ont pas envie, ça passe déjà par la petite enfance ! Si bien que peu importe l'âge, on ne nous approche pas si on ne le souhaite pas (que ce soit un bisou, un câlin, ou avoir une relation sexuelle). »* Femme hétérosexuelle de 27 ans (réponse issue du questionnaire)

Les témoignages mentionnent le fait de demander et de respecter les « oui » et le « non » des partenaires, de manière claire et libre.

*« Toutes les personnes concerné.e.s doivent être d'accord. Ni forcé.e.s, ni fortement conseillé.e.s, ni menacé.e.s, ni jugé.e.s ... le choix de dire oui ou non ! »* Personne pansexuelle de 18 ans (réponse issue du questionnaire)

La communication est un aspect important pour beaucoup, qui évoquent le fait que les partenaires doivent se parler pour échanger sur leurs attentes, leurs désirs et se mettre d'accord. Certain·e·s

vont au-delà de la communication verbale en parlant de ressenti, ce qui rend parfois plus complexe l'interprétation.

« *Ce n'est pas seulement le fait de dire oui, c'est ressentir si la personne en a vraiment envie.* »  
Femme hétérosexuelle de 23 ans. (Réponse issue du questionnaire)

« *Le consentement c'est se dire l'un à l'autre ce dont on a envie à tout moment, quel que soit le moment du rapport, avant, pendant, après et savoir s'arrêter s'il n'y a pas consentement, le comprendre et puis en parler. Prendre le temps d'y réfléchir et de savoir ce qu'il se passe. Si on ne sait pas ce qu'il se passe s'arrêter, parfois juste ne pas savoir ce n'est pas le consentement. C'est pas toujours facile au début, même à distinguer, c'est quelque chose de subtil* »  
Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans.

### Nuage de mot reprenant ce qu'évoque le consentement chez les jeunes interrogés



Cependant, du fait de cette pression, il est difficile de discerner à quel point le consentement est respecté, où se situe le réel désir ou l'envie de coller aux attentes de la société.

Deux témoignages nous éclairent d'ailleurs sur le décalage entre la théorie du consentement qui peut être abordée dans les livres ou autres ressources auxquelles les jeunes ont accès et la réalité :

« *là-dessus [le consentement] j'ai l'impression de réciter un bouquin mais euh voilà c'est comme ça que j'ai appris ce que c'était. Mais c'était assez tard par rapport à ce que moi j'ai vécu c'était plus après mes premières expériences que j'ai appris ça. Donc dans mes premières expériences parfois ça s'est mal passé ou elles n'ont pas été fructueuses parce que moi ou l'autre n'était pas sûr de ce qu'on voulait ou on n'avait pas ... Enfin, voilà, il y avait beaucoup de flou ou de difficultés à ce sujet-là.* »  
Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans.

Ainsi, la vision qu'on les jeunes de la sexualité en général et de leur propre sexualité peut également influencer cette pression ressentie.

« *Il y a autant de sexualités que de personnes, c'est différent en fonction des partenaires aussi. C'est très large. Ça demande d'être à l'aise avec son corps. Ça demande aussi beaucoup de déconstruction*

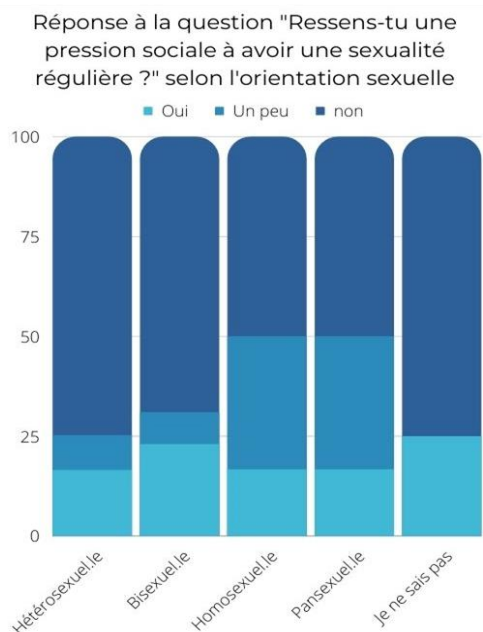
de qui on est vraiment, qui on aimerait être. Il n'y a pas que la pénétration, le plaisir masculin. La déconstruction se fait à deux, c'est beaucoup de travail. Aussi entre ce qu'on dit et pense et la réalité, plus restreinte. » Femme cisgenre hétérosexuelle de 27 ans.

Cette personne poursuit son témoignage par la peur de décevoir son partenaire. « Je ne me sens pas totalement libérée, j'ai peur de décevoir. Dire oui ou non demande d'arriver à communiquer et se libérer, ce qui n'est pas si facile. »

Un autre point est évoqué dans plusieurs témoignages : la pression par les pairs lors de jeux ou de discussions basées uniquement sur l'aspect performance de la sexualité.

« A cause de certains jeux débiles, le piccolo par exemple, avant je pensais qu'il fallait faire l'amour plusieurs fois par semaine pour être épanouie. Il y a certaines pratiques aussi, si on ne fait pas certaines choses, on peut être vu comme coincé, has been. Comme si, si on n'avait pas tout essayé, on n'est pas cool. Mais ça nous regarde si on n'a pas envie, on n'a pas de comptes à rendre. » Femme cisgenre hétérosexuelle de 27 ans.

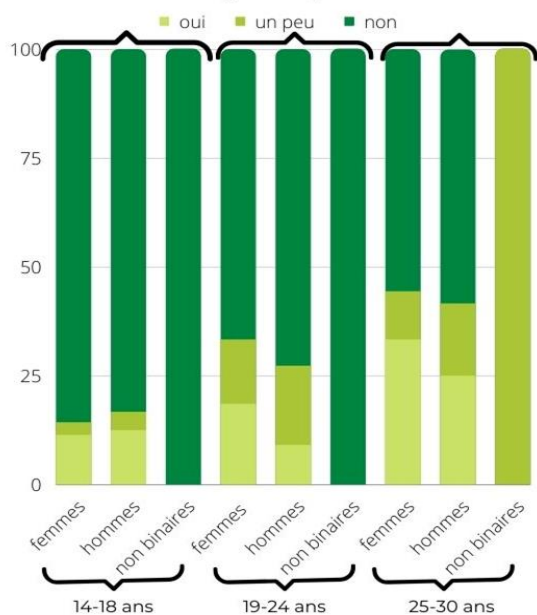
« Pour ma part, je suis peu attirée par les pratiques bucco-génitales. [...] Lors des études supérieures, les filles du bus sondaient « t'as déjà avalé ? ». Il y a certaines discussions où je ne peux participer et je suis à l'écart mais c'est pour le mieux car aborder la sexualité sous cet angle de la comparaison et du sondage ne me plaisait guère. » Personne non binaire hétérosexuelle de 25 ans



Selon les résultats de notre questionnaire, cette pression est davantage ressentie parmi une partie des personnes LGB (homosexuel·le·s et pansexuel·le·s). En effet, 75% des personnes se définissant comme hétérosexuelles ont indiqué ne pas ressentir de pression à avoir une sexualité régulière (25% des hétérosexuel·le·s ressentent donc de la pression). Contre 70% des personnes se définissant comme bisexuelles (30% ressentent de la pression), et 50% des personnes homosexuelles et pansexuelles (50% ressentent de la pression).

Cette pression ressentie pourrait être due à l'envie d'appartenir à une norme en compensation de faire partie d'une minorité.

réponses à la question "Ressens-tu une pression sociale à avoir une sexualité régulière ?" en fonction de l'âge et du genre



D'après les résultats de l'enquête les personnes de plus de 25 ans ressentent plus de pression à avoir une sexualité régulière que les 14-24 ans. La différence étant faible, nous supposons qu'il s'agit peut-être d'un effet d'âge et d'avancée dans la vie.

### *Les pratiques taboues : les jeunes entretiennent-ils un rapport serein au corps et à la sexualité ?*

La moitié des répondant·e·s déclarent ne trouver aucune pratique taboue. Parmi ces personnes, les hommes sont plus nombreux : 66% des hommes ont répondu aucune contre 47% des femmes.

Les pratiques les plus taboues sont la sodomie et la pratique du BDSM.

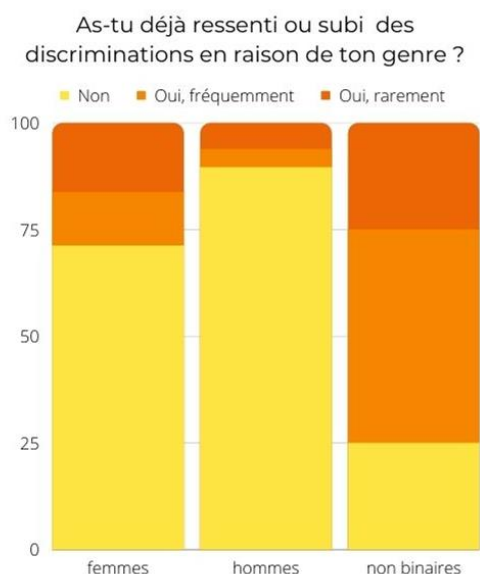
La différence entre hommes et femmes quant à leur rapport au sexe solitaire est flagrante. En effet, cette dernière pratique est un tabou uniquement chez les femmes, 17,5% des femmes considèrent la masturbation taboue contre 0% chez les hommes. La masturbation chez les hommes est présente dans la culture populaire alors que pour les femmes elle reste encore très largement invisible. Ce manque de représentation, associé à de nombreuses stigmatisations autour de la sexualité féminine entraîne encore un tabou chez les jeunes femmes. Cela nous semble traduire d'un rapport au corps qui reste plus problématique pour les femmes sur notre territoire.

Chez les plus jeunes, soit les 14-18 ans la pratique la plus tabou est "les sexto". Cette pratique est de plus en plus représentée, notamment pour les conséquences qu'elle peut engendrer (Revenge porn). Les cours d'éducation à la sexualité et les médias s'emparent de ces sujets. Les jeunes qui y sont plus confrontés, sont donc plus conscients des conséquences qui peuvent être parfois dramatiques pour les personnes visées.

## L'expérience des discriminations

Le mot « discrimination » a pour origine étymologique le latin *discriminis*, qui signifie différence ou distinction. Son sens s'est restreint depuis les années 1950 pour prendre le sens négatif qu'on lui connaît aujourd'hui<sup>27</sup>. Dans le langage courant, la discrimination est le fait de traiter de manière inégale et défavorable un ou plusieurs individus en se basant sur des critères variables. De manière plus précise, il s'agit de distinguer une personne en raison de son appartenance à un groupe social en fonction de caractères définis dans les textes juridiques.

### Les discriminations en raison de l'identité de genre



A la question « as-tu déjà été discriminé en raison de ton genre ? », les femmes sont 29% à avoir répondu oui, contre 10% des hommes. Les personnes non binaires, quant à elles, ont répondu oui à 75%. On note donc une grande disparité, déjà entre les hommes et les femmes. Et un gouffre en ce qui concerne les personnes non binaires, qui subiraient bien plus fréquemment des discriminations en raison de leur genre. Les hommes seraient les moins touchés par les discriminations liées au genre, ce que corrobore ce témoignage que nous avons recueilli auprès d'un homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans : « *Non je suis un mec cisgenre qui correspond plutôt au modèle donc on ne m'a jamais trop emmerdé, on ne m'a jamais insulté parce que j'étais un homme.* »

Parmi les témoignages faisant état de discriminations liées au genre féminin, parmi les personnes que nous avons enquêté plusieurs font référence au monde du travail :

« *Oui, dans le cadre du travail, je suis une femme et j'ai souvent vécu des réunions où les hommes se parlent entre hommes.* » Femme cisgenre bisexuelle de 27 ans

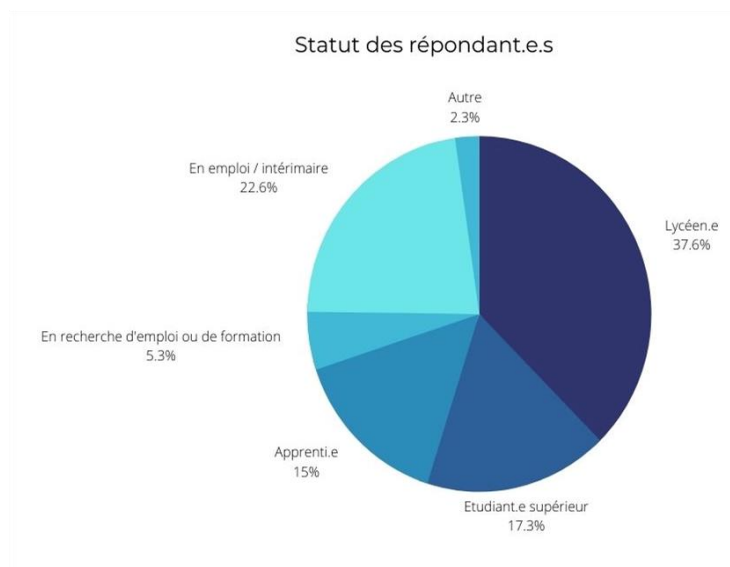
<sup>27</sup> Centre National de Ressources Textuelles et Linguistiques, Ortolang, « discriminations », URL : <https://www.cnrtl.fr/definition/discrimination> [consulté le 7/03/2022].



« Dans le travail oui, mon copain a été embauché 1 mois plus tôt que moi dans la même entreprise. Certains milieux sont encore très genrés (les garçons pour brasser de la palette, les filles au conditionnement car plus soigneuses). Et il y a des réflexes dans la société que je remarque : à l'achat de MON opinel, les vendeurs se tournaient plutôt vers mon copain. Une parole que je sens moins écoutée en tant que femme dans les groupes est aussi une impression qui revient. » Personne non binaire hétérosexuelle de 25 ans.

Ces témoignages font état de difficultés. Cependant, d'un point de vue juridique ces témoignages ne nous permettent pas de les caractériser. En effet, il faudrait pour cela la preuve que ces traitements soient réalisés dans le but d'écarter sciemment les femmes. Un témoignage va dans ce sens « Difficile à dire si l'on est victime de discrimination, les situations sont rarement si explicites et la discrimination ne se dit pas. » Personne non binaire hétérosexuelle de 25 ans.

Cependant, en référence au sens courant du terme discrimination, nous trouvons étrange que les femmes aient si peu répondu "oui" ou "oui, rarement" à cette question étant donné les inégalités encore présentes. D'autant plus que dans la littérature les discriminations que subissent les jeunes femmes en milieu rural en raison du genre sont bien présentes, notamment lors de la recherche d'emploi<sup>28</sup>. Cependant, cela peut être dû au milieu social dans lequel évoluent les personnes enquêtées. Dans l'ouvrage *Les filles du coin*, il s'agit de personnes plutôt précaires, classes sociales que nous n'avons pas forcément touchées par notre enquête. En effet, dans le questionnaire, nous n'avons pas demandé la classe sociale des parents, seulement le statut des répondant.e.s et les personnes ayant témoigné lors des entretiens sont toutes diplômées.



Deux hypothèses pourraient en découler. La première serait que les choses ont effectivement évolué dans le bon sens, et ces femmes ont pu ne vivre aucune situation de discrimination. Ou bien, peut-être en ont-elles vécu mais n'en n'ont pas entièrement conscience, et cela pourrait avoir plusieurs explications possibles. Peut-être ont-elles vécu certaines discriminations, mais sans les identifier

<sup>28</sup> Yaëlle Amsellem-Mainguy, *Les filles du coin : Vivre et grandir en milieu rural*, Presses de Sciences Po, Paris, 2021, p.146-153.



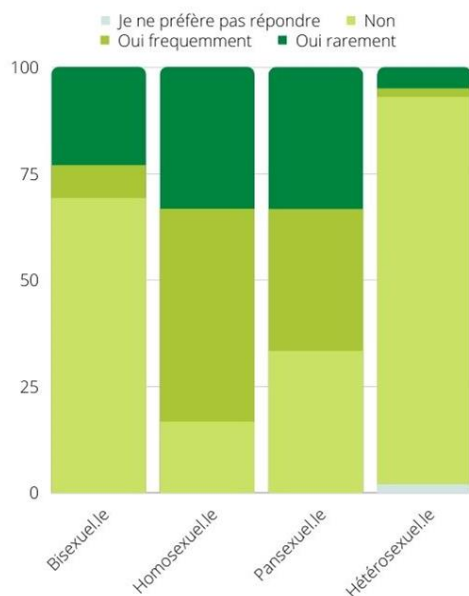
comme telles. Ou bien, elles ont pu ne pas associer certaines situations désagréables qu'elles ont pu vivre au fait qu'elles soient des femmes. Ou encore, elles se disent qu'il y a plus grave, et n'y ont pas prêté attention. De plus, le terme discrimination est lié au caractère inscrit dans la loi qui les interdits, les rendant parfois plus insidieuses et moins faciles à caractériser pour les personnes qui les subissent.

Les personnes non binaires disent subir, quant à elles, plus fréquemment des discriminations en raison de leur genre. Une raison que l'on pourrait évoquer est le fait que la non-binarité a été mise en lumière relativement récemment, et tout ce qui semble nouveau et différent, à l'écart des normes de la société fait peur. Il faudra très certainement du temps pour que la société dans son ensemble intègre la diversité des identités de genre.

*« Je me souviens que toute petite, je ne portais que des pantalons, j'étais pas du tout à l'aise dans les habits typés féminins et un jour on m'a donné à porter une robe du coup j'ai porté une robe pendant toute la journée et apparemment je suis revenue à la maison j'étais très fâchée car du coup mes amis ont compris que j'étais pas un garçon. J'étais une fille, du coup ils ne voulaient plus jouer avec moi. »* Personne non binaire de 17 ans parlant de son genre assigné à la naissance

### Les discriminations liées à l'orientation sexuelle

réponses à "As-tu déjà ressenti ou subi des discriminations en raison de ton orientation sexuelle réelle ou présumée ?" selon l'orientation sexuelle déclarée



Cette question met en lumière le fait que des personnes LGBT interrogées se considèrent comme victime de discriminations en raison de l'orientation sexuelle. Malgré le faible nombre de personnes interrogées en raison de la taille de notre échantillon, 83% des personnes homosexuelles disent avoir déjà été discriminées. C'est 50% qui le sont fréquemment et 33% rarement.

Selon Santé publique France, c'est 35% des personnes LGBT qui déclaraient avoir été victime de discrimination au cours de leur vie en raison de leur orientation sexuelle<sup>29</sup>. Ainsi, les chiffres de notre

<sup>29</sup> Discriminations : un enjeu majeur de santé publique, Santé Publique France, 17 mai 2021.

enquête sont beaucoup plus élevés. Nous nous interrogeons sur les causes, cela est peut-être dû à la spécificité rurale de notre territoire ou le mot discrimination n'a peut-être pas été interprété de la même manière par les répondant-e-s à notre enquête et à celle de santé publique France. Ces discriminations sont difficiles à caractériser comme telles au sens juridique car l'identité n'est pas nécessairement visible ou revendiquée. Cependant, des témoignages recueillis montrent que des personnes LGBT sur le territoire ont vécu des situations violentes en raison de leur identité.

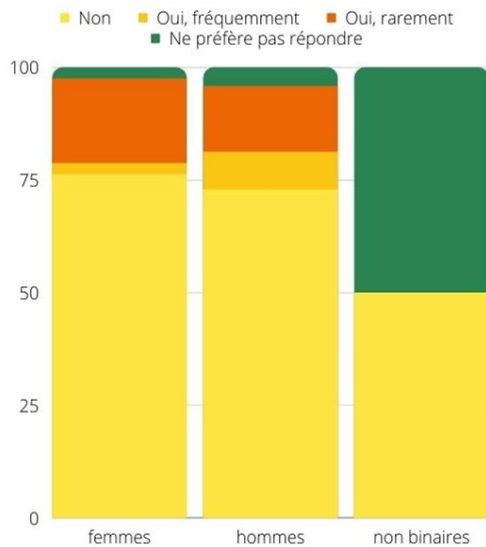
Une personne témoigne d'une agression qu'elle a subi : « *Quand j'avais 17 ans, un jour dans le jardin collectif d'un petit immeuble de deux étages. On pique-niquait avec des amies. A un moment donné avec ma copine on s'est embrassées, et la voisine de l'étage du dessus est alors sortie à sa fenêtre en nous criant presque « vous êtes dégueulasses, ça me dégoûte ». Je crois qu'on a été trop choquées pour réagir. On n'a pas compris comment quelqu'un avait pu nous dire ça, comment c'était possible, on était sidérées. C'était la première fois que je subissais une agression homophobe aussi directe.* » Femme lesbienne de 29 ans.

Une autre témoigne de remarques homophobes moins directes : « *Oui, alors ce n'était pas forcément direct mais y'a plein de moment où j'ai entendu des remarques homophobes alors que je n'étais pas out moi-même et ça a renforcé le fait que j'ai mis du temps avant de comprendre que je n'étais pas hétéro alors que j'étais pourtant attirée par des femmes. Après ça n'a jamais été directement contre moi mais plusieurs fois des personnes avec qui je pratiquais des activités sportives ont fait des remarques homophobes et ont cherché ma complicité alors que j'étais concernée donc je ne me suis pas sentie en confiance.* » Femme cisgenre pansexuelle de 25 ans

Les personnes se définissant comme bisexuelles ont quant à elles répondu être fréquemment discriminées pour 7% d'entre elles ou bien, rarement pour 15%. Ce chiffre plus bas pourrait s'expliquer par le fait qu'être bisexuel peut passer plus inaperçu, notamment si la personne est en couple avec un individu du genre opposé. Il est cependant à noter que les personnes bisexuelles sont amenées à vivre des discriminations propres à leur orientation différente de celles vécues par les personnes homosexuelles. Les chiffres de notre enquête relatifs à la bisexualité concernant les discriminations sont plus bas que les chiffres nationaux (santé public France). Ainsi, nous pouvons nous poser la question sur une meilleure acceptation de cette orientation sexuelle chez les plus jeunes ou sur notre territoire par rapport à des données nationales, ce qui expliquerait également la plus forte proportion de personnes se déclarant bisexuelles par rapport aux chiffres nationaux.

## Les discriminations en raison de la fréquence de sexualité (réelle ou supposée)

réponse à " As-tu déjà ressenti ou subi des discriminations en raison de ta sexualité réelle ou présumée (quantité qui serait trop ou pas assez selon les autres) ? " selon le genre



1/4 des personnes répondantes disent avoir ressenti des discriminations ou jugements en raison de leur quantité de sexualité, qu'elle soit réelle ou supposée. Les hommes semblent légèrement plus touchés par ces discriminations, 8% en ayant fait l'objet fréquemment, contre 2.5% pour les femmes. Mis à part cette différence, les chiffres ne montrent pas d'écart notable en fonction de l'orientation sexuelle ou bien de l'âge des personnes sondées.

Deux témoignages nous rapportent que les personnes préfèrent rester discrètes sur ces sujets afin d'éviter justement, ces discriminations, jugements et autres risques de harcèlement :

« Si je parlais de mes relations c'était dans un cadre très dans la confiance donc c'était pas favorable à la discrimination de toute façon. Donc non. » Personne non binaire pansexuelle de 17 ans

« Non, car de fait j'étais dans le mensonge pour éviter cela. » Femme cisgenre bisexuelle de 27 ans

Ainsi, comme nous l'avons vu dans les réponses relatives aux pressions sociales, la quantité de sexualité reste une injonction par rapport à une norme abstraite, trop ou pas assez de sexualité peut représenter un critère de jugement.

### As-tu déjà discriminé ?

Dans la démarche du diagnostic, il nous semblait intéressant de poser cette question pour amener les répondant·e·s à se questionner. Cependant, nous n'attendions pas de réponses franches ou réellement représentatives.

Le résultat nous semble toutefois significatif car les hommes déclarant avoir discriminé sont plus nombreux que les femmes ou personnes non binaire : 20 % d'hommes déclarent avoir discriminé contre moins de 5% des femmes et personnes non-binaires, ces deux catégories étant celles déclarant subir plus fréquemment des discriminations.

## Être un·e allié·e des minorités de genre et de sexualité, une réflexion à nourrir et à entretenir dans le cadre de la lutte contre les discriminations

Dans le cadre de ce travail de diagnostic accordant une place importante aux discriminations vécues par les jeunes sur notre territoire, venant nourrir notre démarche s'inscrivant dans la lutte contre ces situations, s'intéresser à la place des allié·e·s nous semblait primordiale. En effet, chaque personne au MRJC n'est pas concernée de la même manière par ces discriminations et lorsque nous affirmons vouloir lutter contre, il nous faut nous interroger sur la manière dont nous l'envisageons. C'est pourquoi, nous nous sommes formés sur le sujet, ce qui a permis de formuler une définition collective de ce qu'est être allié·e·s et de nous questionner sur les bonnes pratiques à avoir.

Ainsi, pour commencer, être un·e allié·e, est différent que d'être concerné·e·s par une discrimination ou une oppression. Les personnes concerné·e·s subissent directement la discrimination tandis que les allié·e·s sont toutes les autres personnes qui s'inscrivent dans une lutte. Quand une personne n'est pas victime d'une oppression systémique, cela veut dire qu'elle a des privilèges<sup>30</sup>. Un privilège est un avantage, un bénéfice, une immunité, conférée à une personne grâce à son identité sociale (choses extérieures à notre contrôle, avec lesquelles on est né·e·s, et qui sont immuables), économique ou politique. Un privilège ne peut pas être éliminé, mais il peut être utilisé pour aider à créer un monde avec plus de justice sociale, il s'agit alors d'une posture d'allier avec celles et ceux qui ne disposent pas de ces privilèges. Cependant, cette posture nécessite quelques notions d'éthique pour être réellement bénéfique. En effet, seules les personnes concernées par des oppressions et discriminations savent ce dont elles ont besoin. Être allié·e est donc une posture qui n'est jamais acquise, qui nécessite de s'éduquer, de savoir s'effacer pour laisser les personnes concernées s'exprimer et se retrouver entre-elles, et surtout de transmettre aux autres personnes de son entourage qui n'ont pas la même démarche d'aller s'informer.

Lors des entretiens nous avons posé la question : Quelle définition donnerais-tu du mot allié·e dans le contexte des discriminations en raison du genre et de la sexualité ?

Plusieurs réponses permettent de compléter cette définition et nourrir cette réflexion :

*« Je pense qu'un allié en tant qu'homme c'est peut être quelqu'un qui laisse les personnes concernées parler en premier·ère·s et qui sait se mettre en arrière. Cela passe par des petits gestes, ne pas couper la parole par exemple. Être allié·e je pense que c'est quelqu'un qui est déjà déconstruit, qui fait ce travail là de tous les jours et qui fait attention à la place qu'il prend parce qu'il est privilégié et qui donne un peu de cette place aux autres pour leur donner la parole. Et ça demande du temps, et il faut choisir sa cause, qui est parfois dans le social, l'aide aux plus démunis, parfois on est l'allié·e de quelqu'un qui est moins privilégié que sois et pas forcément aux féministes et aux associations*

---

<sup>30</sup> La notion de privilège est entendue ici comme le fait d'appartenir à un groupe sociale majoritaire ou valorisé et de se conformer à ses normes. Les individus de ce groupe ne sont alors pas victimes des discriminations dites systémiques. La notion de « privilège blanc », théorisée par Peggy McIntosh met en lumière que les personnes blanches sont privilégiées dans les sociétés occidentales car elles ne subissent pas le racisme systémique, le « privilège masculin » (Debby Philipps, Michael Kimmel), est quant à lui utilisé pour signifier que les hommes ne subissent pas le sexisme. Les privilèges peuvent être déclinés pour tous les critères de discriminations (privilège d'être valide, privilège hétérosexuel, cisgenre ...) Cependant, des études plus récentes montrent que ces privilèges devraient être perçus de manière intersectionnelles. En effet, une femme blanche ne subira pas les mêmes oppressions qu'une femme noire ou qu'un homme homosexuel (pour cela voir notamment les travaux de la philosophe Elsa Dorlin)

LGBT ça peut être un autre truc. Mais je pense que c'est plus que d'être juste sympas avec les filles et citer Simone de Beauvoir ou King Kong Théorie. » Homme cisgenre hétérosexuel de 24 ans

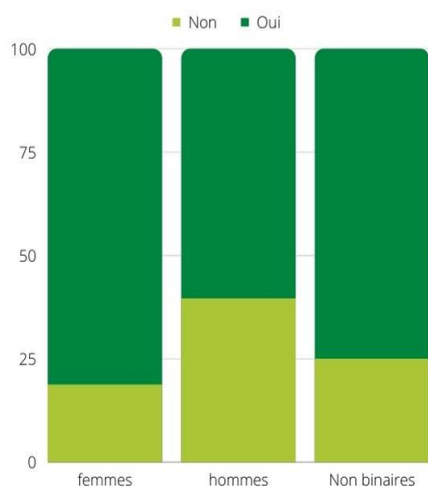
« Pour moi un allié c'est quelqu'un de cisgenre et hétéro qui sans être rattaché à la communauté [LGBT] défend ses valeurs et peut être une source de confiance, de réconfort si on ne se sent pas bien. Après, il peut y avoir les alliés à l'extérieur de la communauté, mais aussi à l'intérieur par exemple s'il y a quelqu'un de trans mais hétéro ça va être un allié pour des personnes cisgenres et homosexuelles par exemple. » Personne non-binaire pansexuelle de 17 ans.

« C'est une personne sur qui nous pouvons compter, avec qui nous pouvons échanger sans jugement. qui sera en capacité de t'aiguiller vers des personnes ressources. » femme cisgenre bisexuelle de 26 ans.

Dans le questionnaire, nous abordions la question sous l'angle d'un apport d'aide ou du réconfort à une personne victime de discrimination en raison de son genre ou de sa sexualité. Ainsi, 3/4 des répondant·e·s déclarent avoir déjà aidé ou réconforté une personne victime de discrimination en raison de son genre ou de sa sexualité.

Les femmes sont plus nombreuses à le déclarer. Nous nous sommes interrogés sur les raisons : est-ce dû à leur éducation qui les dirige davantage vers le soin, l'attention aux autres, l'empathie ? Est-ce dû au fait que les femmes ont plus conscience des discriminations par le fait qu'elles en subissent plus elles-mêmes et donc vont aider les autres car les repèrent mieux ?

réponse à la question "As-tu déjà aidé, réconforté, défendu une personne qui a subi des discriminations ? " selon le genre



## Les résultats en bref

- 133 répondant.e.s : 60 % sont des femmes, 36% sont des hommes, 3% sont non-binaires.
- 77% de répondant·e·s à notre enquête sont hétérosexuel·le·s, 4,5 % des personnes se définissent comme homosexuel·le, 10% comme bisexuel·le et 4,5% comme pansexuel·le.
- 52% des répondant·e·s envisagent seulement le couple comme forme de relation. Parmi les personnes qui envisagent d'autres formes, 22% des femmes envisagent les formes de relations qui remettent en question le couple traditionnel (polyamour, couple ouvert, troupe, anarchie relationnelle, relation amoureuse platonique) contre 8% des hommes.
- 30% des hommes se considèrent abstinents au bout de quelques semaines sans rapports pour seulement 7 % des femmes. Les femmes sont 40% à répondre qu'il s'agit plutôt d'un « état d'esprit » pour seulement 20% des hommes et 25% de personnes non-binaires.

60% des personnes interrogées répondent que l'abstinence est une réflexion personnelle. Parmi les plus jeunes (14-18 ans), c'est 46% qui ont répondu ne pas savoir ce qu'est l'abstinence contre 25% des 19-24 et 9% des 25-30 ans.

- Le préservatif externe dit masculin et la pilule sont les deux moyens de contraception les plus utilisés par les jeunes du Bocage Bressuirais.
- 6% des personnes interrogées n'ont personne à qui parler en cas de questions ou de problèmes au sujet de leur genre ou de leur sexualité. Pour près de 40% des jeunes c'est entre amis qu'ils ont entendu parler de la sexualité pour la première fois et les  $\frac{3}{4}$  peuvent se tourner vers leurs amis en cas de problèmes ou de question à propos de leur genre ou de leur sexualité. Pour les plus jeunes, les parents semblent davantage parler de sexualité avec leurs enfants. Seulement 22% des personnes interrogées se tournent vers des professionnels de santé et cela concerne davantage les plus de 18 ans.
- Internet et les réseaux sociaux occupent une place écrasante dans la recherche d'informations sur le genre et la sexualité, autour de 85 % pour les 14-24 ans dont plus de la moitié les utilisent comme unique source et 67 % pour les 25-30 ans. Les plus âgés diversifient davantage leurs sources.
- La moitié des jeunes interrogés dans notre enquête pensent qu'il faudrait plus d'espaces d'information, d'écoute et de prévention sur les sujets liés au genre et aux sexualités sur le territoire.
- 2/3 des personnes répondantes indiquent avoir ressenti de la pression à « faire leur première fois ».  $\frac{1}{4}$  des personnes sondées ressentent au moins un peu de pression à avoir une sexualité régulière. Cette pression est davantage ressentie parmi les personnes LGB. Les personnes de plus de 25 ans ressentent plus de pression à avoir une sexualité régulière que les 14-24 ans.
- La moitié des répondant·e·s déclarent ne trouver aucune pratique taboue, cela concerne davantage les hommes. Les pratiques les plus taboues sont la sodomie et la pratique du BDSM. 17,5% des femmes considèrent la masturbation taboue, il s'agit d'un tabou uniquement féminin.
- 75% des personnes non-binaires et 29% des femmes déclarent avoir été discriminé en raison de leur genre contre 10% des hommes.
- 83% des personnes homosexuelles et 22% des personnes bisexuelles déclarent avoir été discriminées en raison de leur orientation sexuelle.
- 1/4 des personnes répondantes disent avoir ressenti des discriminations ou jugements en raison de leur quantité de sexualité, qu'elle soit réelle ou supposée. Les hommes semblent légèrement plus touchés par ces discriminations.
- 20 % d'hommes déclarent avoir discriminé contre moins de 5% des femmes et personnes non-binaires.
- 3/4 des répondant·e·s déclarent avoir déjà aidé ou réconforté une personne victime de discrimination en raison de son genre ou de sa sexualité. Les femmes sont plus nombreuses à le déclarer.

# Les suites : préconisations et actions envisagées

## Ce que nous souhaitons mettre en place en tant que MRJC

L'objectif initial de ce diagnostic était de recenser les besoins pour mettre en place des actions.

Pour cela nous avons demandé aux répondant-e-s les actions qu'il-elle-s aimeraient voir mises en place. Il en est ressorti que les jeunes du territoire ayant répondu à l'enquête veulent avant tout participer à des débats sur ces sujets, arrivent ensuite des propositions d'animations autour de jeux ou de films, puis des cercles de paroles et des interventions. Les thématiques qui intéressent le plus sont l'égalité femmes-hommes, le rapport au corps et la sensibilisation autour de la sexualité.

Ces réponses nous confortent donc dans l'idée de poursuivre les actions que nous avons envisagées :

- continuer de créer des espaces d'échanges et de rencontre avec diverses formes de débats et de médiation : apéro-débat avec des thématiques liées au genre et à la sexualité, ciné-débat, soirées jeux sur les thèmes genre et sexualités. Pour cela, nous envisageons d'acquérir de nouveaux supports et ressources : jeux et livres pour diversifier les approches.

Une autre demande qui est ressortie du diagnostic est une évolution des pratiques lors des cours et interventions d'éducation à la sexualité :

- Au travers des Interventions en Milieu Scolaire que le MRJC peut faire, nous souhaitons développer les thématiques relatives au genre et aux sexualités afin de prendre en compte les demandes des jeunes à la suite des cours d'éducation à la sexualité dont ils ont pu bénéficier.

Le frein majeur sur le territoire reste la mobilité des jeunes, l'une des réponses que nous pouvons apporter à cela est la démarche d'aller-vers dans les villages les plus isolés :

- le projet de la caravane du coin, transversal aux thématiques développées au MRJC Deux-Sèvres a pour objectif d'aller à la rencontre des jeunes isolés dans les villages ruraux du Bocage Bressuirais. Cette caravane permettra de rendre plus accessibles les supports pédagogiques et les ressources sur le genre et sexualité à notre disposition pour les jeunes.

## Ce que nous aimerions qu'il soit mis en place sur le territoire

Suite à ce diagnostic de territoire, nous identifions quatre axes d'amélioration sur le territoire : l'éducation à la vie affective et sexuelle à l'école, l'accès à des professionnels de santé et du social spécialisés dans la santé sexuelle et les violences, agir pour plus d'égalité dans l'espace public, à l'école et au travail, l'accompagnement et les conditions de vie des personnes LGBT.

Concernant le premier axe, autour de l'éducation à la vie affective et sexuelle à l'école plusieurs pistes sont envisageables :

- augmenter le nombre d'heures dédiées à l'éducation sexuelle pour correspondre aux préconisations des programmes de l'éducation nationale dans les établissements qui n'en bénéficient pas.

- former les professeurs, les infirmier·e·s scolaires, les CPE pour une meilleure prise en compte des diverses identités des élèves, faire de l'école un espace où le dialogue est possible autour de ces sujets et l'identifier auprès des élèves.

- adapter les discours aux évolutions de la société lors des cours et interventions aux sujets de la vie affective et sexuelle : prise en compte des sexualités non hétérosexuelles, intégrer les notions de consentement dès le plus jeune âge et de manière graduelle, parler davantage de plaisir, de sentiments et de relations au-delà de l'aspect « technique » et biologique de la sexualité et de la prévention contre les MST/IST.

Le deuxième axe autour de l'amélioration de l'accès aux services de santé sexuelle et d'accueil en cas de violence concerne deux propositions :

- l'une part du constat que les lieux où des professionnels sont spécialisés dans les questions de sexualité sont éloignés des lieux fréquentés par les jeunes (établissements scolaires, CJM, centre-ville ...). De plus, les démarches liées aux prises de rendez-vous sont un frein pour les jeunes en difficultés. Nous préconisons donc des permanences à destination des jeunes autour des questions de sexualité en centre-ville de Bressuire et dans les pôles secondaires (Moncoutant, Mauléon, Nueilles-Aubiers, Cerizay). Ces permanences devraient également être rendues plus visibles pour pouvoir être identifiées par les jeunes.

- Nous préconisons également plus de permanences pour les personnes victimes de violences sexistes ou LGBTphobes avec des professionnels formés spécifiquement sur ces sujets pour permettre une meilleure prise en charge dans l'urgence (hébergement d'urgence, informer des droits, aide au dépôt de plainte si la personne le souhaite ...) comme sur le plus long terme (accompagnement psychologique, administratif et juridique)

Afin d'agir pour plus d'égalité entre les genres dans l'espace public, à l'école et au travail, nous émettons quelques propositions :

- Effectuer un travail de sensibilisation auprès des professionnels de l'orientation scolaire (professeurs, conseiller·e·s d'orientation, documentalistes, CPE) et des intervenant·e·s dans les processus d'orientation pour dégenrer certaines filières qui demeurent très peu mixtes. Lorsque ces professionnels seront formés, ils pourront ainsi effectuer un travail auprès des (futurs) élèves et étudiant·e·s pour rendre ces filières et métiers davantage mixtes. Nous pensons notamment aux travaux manuels souvent très masculins et les métiers du soin associés aux femmes. Cela pourrait



notamment permettre une meilleure reconnaissance de ces métiers et des compétences qu'ils nécessitent.

- Effectuer un travail auprès des recruteurs, notamment dans les secteurs industriels, pour dégenrer le travail manuel et permettre à davantage de femmes non diplômées d'accéder aux emplois peu qualifiés.

- Interdire les affiches publicitaires sexistes et sexualisantes dans l'espace public.

Le quatrième axe autour de l'amélioration des conditions de vie des personnes LGBT concerne avant tout la mise en place de lieux dédiés à ces personnes sur le territoire. En effet, même si aucun·e jeune concerné·e au cours du diagnostic n'a explicitement demandé l'ouverture d'un espace dédié aux personnes LGBT sur le territoire, leur présence pourrait justifier :

- l'existence dans les Deux-Sèvres d'une association dont l'objet serait de travailler spécifiquement sur les questions LGBT, même si nous avons conscience qu'il faut des militant·e·s et bénévoles pour la créer et l'animer.

- l'ouverture d'un lieu culturel et/ou convivial « LGBT friendly » sur le territoire

# Glossaire

LGBT : **LGBT** est un sigle désignant les personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, et transgenres. Ce dernier évolué pour inclure plus d'identités de genre et orientation sexuelles. Une des évolutions du sigle LGBT que l'on retrouve fréquemment est LGBTQI+, pour y ajouter les personnes queers et intersexes et permettre de regrouper toutes les autres personnes et leurs identités dans le « + ».

On peut également retrouver d'autres sigles plus ou moins longs tels que LGBTQ+, LGBTQIA+, LGBTQI2SAA, ...

Cisgenre : Une personne **cisgenre** est une personne dont le genre ressenti correspond au genre qui lui a été assigné à sa naissance.

Transgenre : Une personne **transgenre**, ou trans, est une personne dont l'identité de genre s'écarte du sexe assigné à la naissance. Les personnes transgenres peuvent choisir ou non de suivre certains des traitements médicaux.

Non binaire : La **non-binarité** est un terme générique utilisé pour catégoriser les différentes identités de genre non binaires ou genderqueer qui ne s'inscrivent pas dans la norme binaire occidentale moderne, c'est-à-dire que les personnes non-binaires ou genderqueer n'appartiennent strictement ni au genre homme, ni au genre femme. Ce terme peut par exemple regrouper les identités de genre fluide, agendre, demi-genre, androgyne, mavérique ...

Intersexe : Les individus **intersexes** sont des personnes nées avec des caractéristiques sexuelles qui ne rentrent pas dans les définitions classiques (binaire) des sexes. Le terme recouvre un nombre assez large de conditions qui peuvent se retrouver à différents niveaux : dans les chromosomes de la personne intersexe, dans son anatomie, ou au niveau de ses hormones.

Homosexuel·le·s : Une personne **homosexuelle** est attirée par les personnes du même sexe ou genre. Il s'agit d'un synonyme des mots **gay** et **lesbienne**, qui inclût les deux variantes (« homme aimant les hommes » et « femme aimant d'autres femmes »).

Bisexuel·le : La **bisexualité** est le fait d'éprouver de l'attirance sexuelle ou des sentiments amoureux pour plus d'un sexe ou genre. Plus largement, la bisexualité est le fait d'avoir des relations amoureuses ou sexuelles aussi bien avec des personnes du même genre qu'avec des personnes d'un autre genre.

Pansexuel·le : Un individu **pansexuel** peut être attiré par tous les sexes et genres. Cela comprend les personnes binaires mais également les non-binaires, ainsi que toute personne n'ayant pas de genre défini. Parfois utilisé comme synonyme ou en remplacement de bisexuel, le *bi* de « bisexualité » pouvant impliquer qu'il n'y a que deux genres.

Asexuel·le : L'**asexualité** est le fait de ne ressentir aucune attirance sexuelle. Contrairement à beaucoup, les personnes asexuelles ne ressentent aucune frustration dans cette absence de rapports intimes.

Polyamour : Le **polyamour** est une orientation et une éthique des relations amoureuses où les partenaires sont en relation amoureuse avec plus d'une personne, avec le consentement éclairé de toutes les personnes concernées.

Coup d'un soir : expression qui désigne le fait d'avoir une relation sexuelle ne connaissant pas de suite, les participants à cette activité n'ayant pas l'intention de développer une relation durable, ou même de se revoir. L'expression désigne aussi les partenaires eux-mêmes.

Sexfriend : Ami avec lequel la relation se base en partie sur le sexe.

Relation amoureuse platonique : Relation amoureuse avec une personne sans avoir de rapports sexuels avec elle.

Trouple : Le **troupe** désigne une histoire d'amour triangulaire entre trois personnes.

Couple ouvert (ou couple libre) : Un **couple libre** est une relation amoureuse dans laquelle les deux personnes se mettent d'accord pour être en couple, tout en acceptant que sa/son partenaire ait des relations amoureuses ou sexuelles avec une autre personne.

Anarchie relationnelle : L'**anarchie relationnelle** est la pratique ou la conviction que les relations ne doivent pas être liées par des règles autres que celles sur lesquelles les personnes impliquées se sont mises d'accord. Les relations amoureuses ne sont pas automatiquement classées comme étant plus importantes que d'autres types de relation.

# Bibliographie

## Ouvrages et articles scientifiques :

Yaëlle Amsellem-Mainguy, *Les filles du coin : Vivre et grandir en milieu rural*, Presses de Sciences Po, Paris, 2021.

Laure Bereni et alii, *Introduction aux études sur le genre*, De Boeck supérieur, Louvain-la-Neuve, 2<sup>ème</sup> édition, 2021.

Benoît Coquard, *Ceux qui restent : Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, La découverte, Paris, 2019.

Elsa Dorlin, *Sexe, Genre, Sexualité : Introduction à la théorie féministe*, Presses Universitaires de France, Paris, 2008.

Marjolaine Gros-Balthazard, « À la découverte des territoires néo-industriels français », *Géococonfluences*, décembre 2019.

Juliette Rennes, *Encyclopédie critique du genre*, La découverte, Paris, 2016.

Mathieu Trachman, Enquête *Virage*, Ined, 2015, *Population & Sociétés* n° 561, INED, décembre 2018.

Louis-Georges Tin, *Dictionnaire de l'homophobie*, Presses Universitaires de France, Paris, 2033.

## Publications non scientifiques :

« Genre », Dictionnaire Larousse en ligne, consulté le 15/02/2022, URL : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/genre/36604> .

« Orientation sexuelle », Dictionnaire Larousse en ligne, consulté le 15/02/2022, URL : [https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/orientation\\_sexuelle/186028](https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/orientation_sexuelle/186028)

« Abstinence », Dictionnaire Larousse en ligne, consulté le 15/02/2022, URL : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/abstinence/294>

*Sexe, genre, orientation sexuelle ... Quelques éléments de définition*, Commission déconstruction de l'hétéronormativité, Association Planning Familial, mai 2015.

Olivia Gazalé, *Le mythe de la virilité*, Robert Lafont, Paris, 2017.

Emmanuelle Richard, *Les corps abstinents*, Flammarion, Paris, 2020, p11-12

### **Rapports démographiques ou institutionnels :**

Séries historiques du RP, exploitation principale, Insee, 2018.

RP2018 exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2021, INSEE.

*Contrat Local de Santé, Bocage Bressuirais*, Observatoire Régional de la Santé, juin 2020.

*Discriminations : un enjeu majeur de santé publique*, Santé Publique France, 17 mai 2021.

*Les chiffres clés de la jeunesse 2021*, INJEP, mars 2021.

François Kraus, *Observatoire LGBT+*, enquête réalisée par la fondation Jean Jaurès et la DILCRAH, IFOP, 26 juin 2018.

### **Sites internet :**

Site internet de la région Nouvelle Aquitaine, consulté le 28/12/2021, URL : <https://territoires.nouvelle-aquitaine.fr/les-territoires/bocage-bressuirais-0>

Site internet de l'Agglo2B, consulté le 28/12/2021, URL : <https://www.agglo2b.fr/12-social/jeunesse/964-cite-de-la-jeunesse-des-metiers>

Site internet du département des Deux-Sèvres, consulté le 28/12/2021, URL : <https://www.deux-sevres.fr/nos-missions/lenfance-et-la-famille/la-maison-de-ladolescence-ecoute-et-information-pour-les-jeunes>

Site internet du Centre Hospitalier Nord Deux-Sèvres, consulté le 28/12/2021, URL : <https://www.chnds.fr/Planning-familial/5/13/17>

Site internet question sexualité, consulté le 29/12/2021, URL : <https://questionsexualite.fr/choisir-sa-contraception/ma-contraception-et-moi/tableau-comparatif-pour-vous-guider-dans-votre-choix-de-contraception>